

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. L, No. 18 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince : (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

13 - 20 mai 2020

GRÈVES DU SECTEUR DÉMOCRATIQUE ET DE PHANTOMS 509 ANNONCÉES La mobilisation générale à l'ordre du jour ?

La commémoration de la fête du drapeau qui, en raison de la présence de la COVID-19 (dont le genre féminin est décrété par l'Académie française), sera mise en berne par le régime *tèt kale* dirigé par Jovenel Moïse, offre l'occasion aux groupes contestataires d'organiser des manifestations de rue. La mobilisation annoncée par le secteur démocratique et populaire et les policiers affiliés au groupe appelé Phantoms 509 a toutes les chances de prendre une envergure tout autre. Avec l'atmosphère de sédition qui prévaut dans tout le pays, provoquée par l'insatisfaction quasi générale qui s'est installée dans

les esprits, il y a de fortes chances que le soulèvement qui s'annonce prenne l'allure d'une véritable rébellion.

En effet, les secteurs liés à l'avocat André Michel se proposent de descendre dans la rue, à la date de la fête du drapeau, pour dénoncer la mauvaise gestion de la campagne anti-coronavirus que mène Jovenel Moïse. En sus d'agiter les autres revendications véhiculées dans le cadre des manifestations dites « *manches longues* » qui ont été tenues lors de la mobilisation « *pays lock* », qui se sont étirées sur des semaines.

Pour leur part, les policiers

regroupés au sein de Phantoms 509 ont annoncé leur décision de descendre de nouveau dans la rue, pour exiger la libération d'un policier affecté à la Brigade de lutte contre les trafiquants stupéfiants (BLTS), après leur mobilisation dans la zone de Carrefour, sur la Route nationale numéro 2. Ce groupe de policiers, qui descendent presque toujours, dans les rues de la capitale, depuis quelque temps, avance comme revendication additionnelle, la libération de Jean Pascal Alexandre, écroué, d'abord, au DCPJ (Direction centrale de la Police judiciaire), avant d'être transféré au Pénitencier national (Grande

Prison), situé au centre-ville de Port-au-Prince.

Précédemment à leur manifestation du 18 mai, les membres des Phantoms ont plongé dans la panique les résidents de la zone de Carrefour-Martissant. Ils prétendent qu'ils vont avoir recours à tous les moyens pour obtenir la libération de leur confrère Alexandre.

Entre-temps Yanick Joseph, la policière qui menait la campagne en vue de la formation d'un syndicat des policiers, avait lancé un ultimatum aux dirigeants de la Police nationale pour élargir Jean Pascal Alexandre.

On devait apprendre, à la

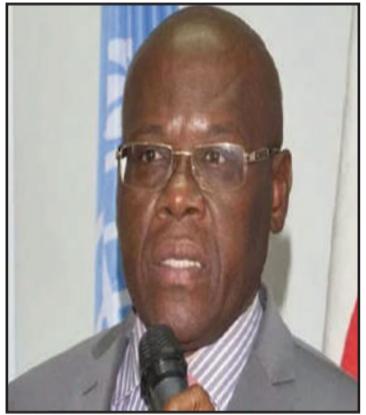
capitale haïtienne, qu'un mandat d'emmener a été lancé contre Mme Joseph. Elle n'a pas l'air de s'inquiéter aucunement de cette injonction, se elle existe vraiment. En tout cas, elle continue de vaquer à ses occupations, attendant la date affichée pour leur prochaine mobilisation.

Quelques heures avant de se manifester à Carrefour, ces mêmes policiers membres des Phantoms 509 s'étaient déployés, au centre-ville où ils avaient créé une situation de panique, non loin du ministère de la Justice, à Petit Four (avenue Charles Summers). Les chauffeurs des camions, qui

Suite en page 5

L'ÉQUIPE AU POUVOIR NE SAIT OU DONNER DE LA TÊTE

Le Premier ministre isolé au sein de ses hommes Joseph Jouthe rejette l'idée de démissionner



Le Premier ministre defacto Joseph Jouthe.

Par Léo Joseph

Le Premier ministre de facto est dans la tourmente depuis le jour de son investiture par Jovenel Moïse, son patron. Depuis lors, les impairs, les déclarations mal venues et d'autres bavures langagières n'ont cessé de succéder. Considéré comme un intrus dans un paysage PHTKiste, cette semaine ne lui a pas apporté bonheur. Si Michel Martelly n'a pas été jusqu'au bout de sa demande

qu'il rende son tablier, un autre parti proche du Palais national a tiré la sonnette d'alarme sur l'œuvre de démolition du gouvernement qu'il mène et demande carrément qu'il démissionne. Saura-t-il tenir bon ?

Il semble que Joseph Jouthe soit piégé au sein même de l'équipe qu'il dirige. Le coup fourré dont il vient d'être victime, sous forme d'un enregistrement de sa conversion privée dans

Suite en page 5

LA RÉBELLION GÉNÉRALE SE PROFILE À L'HORIZON

Le régime Moïse-Jouthe englué dans une dangereuse crise économique et financière



Joseph Jouthe, à gauche, et Jovenel Moïse, la cohabitation peut-elle continuer sans heurts.

Par Léo Joseph

Cela fait des mois, dans certaines catégories d'employés de l'État, des années dans d'autres, que les autorités haïtiennes se dérobent à leur obligation de payer, en tout ou en partie, les salariés. À l'heure de la pandémie du COVID-19 livrant au chômage ou privant de salaire de nombreuses familles, le manque à gagner que subit ces personnes les prédispose indubitablement à la rébellion, qui

Suite en page 2

SUITE À LA SITUATION CONTRARIANTE OCCASIONNÉE PAR LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE

Les jours de Joseph Jouthe à la primature sont comptés

Il ne sortira pas indemne de la tempête qu'il a déclenchée...

Il semble que Joseph Jouthe ait surmonté le premier faux pas constaté dans l'affaire de la commande de produits et équipements sanitaires effectuée par les beaux-frères de Michel Martelly, qu'il avait combattue sans succès. Mais rien n'autorise à croire qu'il sortirait indemne du grand tollé occasionné par les propos jugés désobligeants dans le milieu

PHTKiste, qu'il avait lâchés lors d'une conversation téléphonique avec un ex-sénateur, en l'occurrence Willo Joseph. Le fait de faire marche arrière, après coup, par rapport à ses déclarations, n'aura pas la vertu d'éviter qu'il soit éjecté de la primature.

Fr ces paroles prononcées par

Suite en page 8

HAPPENINGS!

This Sunday: A virtual concert by Haitian artists to raise funds to fight COVID-19

As the COVID-19 pandemic ravages the Haitian community abroad and threatens the homeland, a virtual concert this Sunday, May 17, aims at raising funds to help those at the forefront in the fight against the deadly disease, which has caused havoc around the world.

The event, “The Haitian-American Alliance Covid-19

Concert,” taking place in New York, is a partnership between the nearly 50-year-old **Haitian Medical Association Abroad** (Association Médicale Haïtienne à l'Étranger—AMHE) and the online **Haitian Times** publication. They have been successful in drawing artists from varied

Continued on page 7

LA RÉBELLION GÉNÉRALE SE PROFILE À L'HORIZON

Le régime Moïse-Joute englué dans une dangereuse crise économique et financière

Suite de la page 1

risque d'éclater dans tous les coins et recoins du pays. Au train où vont les choses, la catastrophe frappe déjà à la porte.

La situation qui prévaut en Haïti présentement fait évoquer les deux proverbes suivants : « *Ventre affamé n'a point d'oreilles* » « *Chimen bouton, chimen maleng* ». L'état haïtien, sous la direction du régime PHTKiste présidé par Jovenel Moïse, est devenu, par négligence ou insouciance, s'est transformé en « *débiteur défaillant* » de ses employés. Si par souci de conserver leurs postes ces derniers se montraient « *dociles* », se gardant de maugréer en public, à l'heure du COVID-19, qui tue et rend la survie de plus en plus impossible et refoule l'équanimité, la donne tend à changer. En fait, elle commençait à changer, depuis déjà quelques mois. Il y a déjà quelque temps que des employés de l'administration public manifestaient, certains bruyamment, pour exiger que leur soient payés des mois d'arriérés de salaire, dans certains cas même des années. Mais depuis l'atterrissement de cette pandémie meurtrière on observe une flambée de manifestations sous forme de revendications de salaires non payés par l'État.

En effet, présentement ce sont les contractuels du ministère des Affaires sociales et du travail (MAST) qui descendent dans la rue. Pour la deuxième fois, en une semaine, ces employés en colère ont bloqué les accès à cette institution, le lundi 11 mai, en sus de badigeonner la barrière d'excréments humains. Ces protestataires, à l'instar de tant d'autres, à travers le pays, ne savent pas quand le régime en place voudra s'acquitter de sa dette envers eux. Puisque n'ayant sens de ses priorités, les dirigeants optent pour investir les ressources dont ils disposent à d'autres fins plutôt que s'acquitter de leurs responsabilités vis-à-vis des employés.

Joseph Jouth en mission à Hinche

La situation laisse beaucoup à désirer, dans le département du Centre, plus précisément à Hinche, où le Premier ministre a effectué une tournée, dans le but de calmer les enseignants en grève, depuis des semaines, pour exiger le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires.

Selon des informations provenant de cette région, le complexe administratif logeant plusieurs institutions étatiques, ainsi que la Direction départementale de l'Éducation

nationale, à Hinche, sont fermées par les grévistes, paralysant le fonctionnement de l'administration publique dans cette juridiction.

Dans les milieux proches de la primature, à Port-au-Prince, on apprend que, lors de sa visite à la métropole du Centre, M. Jouth s'était fait accompagner des dirigeants locaux des diverses institutions concernées. Il s'agit du délégué départemental du Centre, Budry Coriolan, du vice-délégué, Frantz Piton, du commissaire du gouvernement a. i. de cette juridiction, Vélon Joseph et du directeur départemental, Mulaire Julsaint, pour ne citer que ceux-là.

Les grévistes sont divisés en deux catégories, les réguliers et les contractuels, dont une délégation composée des deux groupes a eu une séance de travail avec le Premier ministre qui, à la fin de la rencontre, a dit créer des conditions ayant favorables à la « *réouverture* » du complexe administratif.

Joute a-t-il dit toute la vérité ?

La grande question qui se pose maintenant : Joseph Jouth a-t-il dit toute la vérité sur les raisons du non-paiement des employés pendant si longtemps ? Le Premier ministre a expliqué, au cours des discussions,

que les versements des salaires n'avaient pu se faire, en raison des problèmes liés aux « *lettres de nomination* » de certaines de ces personnes. Il a souligné, au passage, pour expliquer ce contretemps, des problèmes « *inévitables à l'administration publique* ». Le chef de la primature a donné l'assurance que les employés dont les dossiers sont « *conformes aux normes administratives* » pourront toucher leurs chèques « *le 15 mai* ».

Il faut signaler que les promesses faites dans de cas pareils ne sont pas nécessairement résolues dans le sens promis par les autorités. C'est précisément l'expérience faite par les policiers de la 29^e et de la 30^e promotions, qui n'ont reçu que des paiements partiels.

En tout cas, si le dossier de tous les employés en rébellion à Hinche ne comporte nécessairement pas de problème, pourquoi n'ont-ils pas touché durant tout ce temps ? Dans ce cas, faut-il croire que les policiers n'avaient reçu leurs indemnités parce que leurs dossiers comportaient des problèmes ? Il faut demander aussi qu'en est-il d'autres employés de l'administration publique qui font la grève pour exiger le paiement des arriérés de salaire ?

D'autres catégories d'employés

de l'État se révoltent contre les dirigeants pour la même raison. La semaine précédente, les enseignants de la Grand'Anse étaient descendus dans la rue à Jérémie. Ils s'étaient massés devant l'immeuble logeant la Direction départementale de l'Éducation nationale.

À Port-au-Prince, ceux du Centre national des équipements (CNE) se rassemblaient devant l'institution exigeant que les autorités payent des arriérés de salaire qui s'étirent sur plus d'une année. De leur côté, les employés de Bus Plus, la compagnie de transport de l'État haïtien, réclamaient les paiements qu'ils n'avaient pas reçus depuis plus d'un an.

Dans les jours qui viennent, il faut prévoir que d'autres employés de l'État, qui n'ont pas encore élevé la voix pour réclamer ce que leur droit les dirigeants du pays, commencent à hurler. La situation tend à se corser puisque l'Exécutif, qui n'a pas les moyens de satisfaire tout le monde, en même temps, est en train de jouer au cache-cache avec les employés, désormais ses débiteurs.

Cette atmosphère survoltée, entraînée par le problème d'arriérés de salaire, que le gouvernement ne semble pas avoir les moyens de

Suite en page 4

PATRIOTIME

DU NOUVEAU HORLOGES

DU NOUVEAU MONTRES

LE PRESTIGE HAÏTIEN DANS LA MARQUE DU TEMPS

\$35.00 (13 INCHES) Visitez notre website: www.patriotime.com **\$25.00 (10 INCHES)**

PLACEZ UNE BATTERIE AAA CHAQUE 2 ANS.

UN PAYS NE MEURT PAS.

Un travail de classe, prestigieux, au niveau international pour embellir l'image de notre pays.

Un héritage sacré à laisser à vos générations futures.

Une réalisation fière, excellente et bien pensée avec nos couleurs nationales pour tous les foyers et bureaux haïtiens.

PASSEZ NOUS VOIR OU ENVOYEZ VOTRE CHEQUE OU MONEY ORDER A:

PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423

(718) 400-TIME
(718) 400-8463

FREE SHIPPING BETWEEN USA!!!

NOUS VENDONS EN GROS ET EN DETAIL

MONTRES
A HOMMES \$45.00
A FEMMES \$40.00

VIVE HAÏTI A TOUS JAMAIS

TELEPHONE PORTABLE
(516) 859-4106

D'AUTRES COULEURS SONT DISPONIBLES

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le 20 mai 1968, les Camoquins débarquaient au Cap-Haïtien

Par Charles Dupuy

Le 20 mai 1968, les *Camoquins* débarquaient au Cap-Haïtien. Cette invasion ne semble toutefois pas être une surprise pour le gouvernement duvalieriste. En effet, depuis près de deux mois, la principale unité des Garde-Côtes, le GC-19, attendait patiemment au port le débarquement des rebelles. Ces derniers arrivèrent enfin le 20 mai, à une heure de l'après-midi, à bord d'un DC-3 de location. En prenant position à l'aéroport, ils eurent la surprise de voir surgir le colonel Prosper Maura, nouvellement promu commandant du département militaire en remplacement du colonel Henry Namphy. Ils le constituèrent prisonnier à l'étonnement ébloui des habitants du voisinage qui n'en croyaient pas leurs yeux devant une si belle prise. Après ce coup d'éclat inattendu, les *Camoquins* se mirent à distribuer des armes automatiques aux jeunes des environs dont les plus intrépides ne s'étaient d'ailleurs pas gênés pour venir en réclamer. Le moment était à l'optimisme, la deuxième agglomération en importance au pays était pratiquement une ville ouverte, on attendait seulement des renforts pour

l'investir et marcher triomphalement sur la capitale. En fait, les renforts espérés ne devaient jamais venir et, avant même de commencer, l'opération prenait l'allure d'un lamentable échec. Le débarquement était une initiative de la Coalition haïtienne, un influent mouvement d'opposition basé aux États-Unis. La Coalition regroupait des politiciens aussi prestigieux que Luc Fouché et l'ancien président Paul Magloire. À ces derniers, le Département d'État aurait promis toute l'aide nécessaire, à la seule condition que leurs troupes parviennent à s'accrocher pendant 24 heures en territoire haïtien. Mais une longue série de malchances allait provoquer la déroute des rebelles et leur pitoyable débandade. Par exemple, selon Raymond Cassagnol, qui prit une part active à cette offensive, « *Il y avait des hommes à l'entraînement dans une des îles désertes [...] des Bahamas. Il n'y avait pas d'eau potable et les ravitaillements se faisaient par parachutage* ». À l'occasion d'une de ces opérations, les « *réciipients furent parachutés et un avion commercial qui passait, croyant qu'un pilote en détresse s'était lancé en parachute, alerta les autorités des Bahamas qui se rendirent vers l'île signalée. Ils* »

découvrirent un groupe d'Haïtiens à l'entraînement. Ils furent immédiatement arrêtés. Voilà donc un groupe de perdu ». (Raymond Cassagnol, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p.246). Ce ne sera pas la dernière déconvenue. Le bateau arrivant de Floride avec la cargaison d'armes des rebelles allait affronter une mer démontée au large des Bahamas. L'imprudence du capitaine entraîna le naufrage du bâtiment et la perte du matériel de guerre qu'il transportait. Rescapés du désastre par les Garde-Côtes américains, l'équipage et les hommes de troupe furent appréhendés et retournés en Floride.

En dépit de ces revers, au petit matin du 20 mai, le B-25 des rebelles décollait d'une petite île des Bahamas avec dix bombes de 200 livres munies de détonateurs bricolés à partir de cartouches de fusil de chasse. Vers les huit heures, l'avion lâchait quatre bombes aux abords du Palais national. Naturellement aucune d'entre elles n'explosa, pas plus d'ailleurs que celle qu'elle largua aux abords de l'aéroport de Chancerelles. Quelques heures plus tard, le capitaine d'un DC-3 de location, après avoir vainement attendu le gros de la troupe qu'il devait prendre à son bord, décollait en direction d'Haïti. En début d'après-midi, un petit avion Cessna suivi du DC-3 et du B-25 atterrissaient à l'aéroport du Cap-Haïtien. « *Immédiatement, nous dit Cassagnol, les hommes se dirigèrent vers la route du Cap et quelques minutes après, on pouvait entendre le crépitement des mitrailleuses. À ce moment, je pus convaincre Jay (Jay Humphrey, le pilote) qu'il fallait décoller et lancer une ou deux bombes sur les casernes du Cap. Une bombe fut lâchée et, comme pour les autres jetées sur Port-au-Prince, elle eut le même sort. Si ces bombes avaient explosé, la situation aurait été bien différente et cela aurait pu produire une réaction* » (idem, p.251).

Il est permis d'en douter. En fait, après avoir survolé la ville pendant quelques minutes, le B-25 largua une bombe à la rue 22, laquelle se retrouva en fin de course en plein milieu de la chambre à coucher d'une résidence privée dont elle avait proprement défoncé la toiture. On peut considérer que c'est un parfait miracle si cet engin n'a ni explosé ni fait davantage de dégâts.

Ce qu'espéraient les organisateurs de l'expédition, c'est que le peuple, en apprenant la nouvelle du débarquement, se soulèverait contre Duvalier, gagnerait les rues et renverserait la dictature.

Mais les rebelles ne pouvaient faire aucune démonstration de force et tentaient désespérément d'échapper au piège qui se refermait sur eux. En fin d'après-midi, d'ailleurs, jugeant la partie perdue, les chefs de l'opération décidaient d'abandonner leurs hommes. « *Après environ trois heures, nous apprend Cassagnol, je vis arriver [Bernard] Sansaricq et [Raymond] Montreuil. Ils me demandèrent de monter à bord du Cessna avec eux. Je pensais qu'ils allaient faire un vol de reconnaissance. [...] Quand je me rendis compte qu'ils mettaient le cap vers le nord, je compris qu'ils avaient abandonné la lutte. À ce moment, furieux, je leur fis comprendre que j'aurais détruit le B-25, au lieu de le laisser à Duvalier. C'était la fin tragique d'une aventure au cours de laquelle j'aurais pu laisser ma peau et où ceux laissés au Cap allaient avoir des comptes à rendre à Duvalier et à ses sbires* »

(idem, p. 251).
Le lendemain matin, les Capois, paniqués, coururent s'apprêter à fuir vers la frontière dominicaine. Douze seront capturés pendant leur retraite, quatre d'entre eux aboutiront à Monte-Cristi où, selon la radio locale, un avion militaire américain serait venu les récupérer. Alors que certains rebelles parviendront à se fondre dans la population, sept

seront tués, dont Pierre Lecours, Nolasse Dadaille et un dénommé Benjamin dont les têtes furent tranchées par les miliciens qui, selon la coutume, s'empresseront d'aller les offrir à Duvalier, au Palais national. En pénétrant dans l'aéroport déserté, les soldats du bataillon tactique découvrirent le cadavre abominablement mutilé du colonel Maura, celui du citoyen Jean Théard (un agronome), ainsi que le B-25 abandonné par les rebelles.

Le 24 mai, vers 4 heures, le B-25 est conduit triomphalement à Port-au-Prince où son équipage, composé du capitaine Georges Verrier, des sous-lieutenants Guillaume Monplaisir et Frédéric Coles est accueilli par Duvalier suivi de son fils Jean-Claude, de M. et Mme Luc-Albert Foucard, du général Gérard Constant, des colonels J. Laroche, F. Arty, G. Danache, L. Prosper, R. Saint-Albin, P. Hyppolite, H. Namphy, C. Théodore, C. Raymond, C. Breton et G. Jacques; des ministres Clovis Désiré, Lebert Jean-Pierre et Max Adolphe; du préfet Winsor Day, de l'ambassadeur René Hypolite et de Gérard de Catalogne. La photo de l'appareil est publiée de face et de profil dans *Le Nouveau Monde*, l'organe officiel du gouvernement qui, à la une, fait figurer Duvalier en uniforme de soldat. Chef suprême et effectif des forces armées d'Haïti, Duvalier interroge lui-même les prisonniers dans son bureau. Selon *Le Nouveau Monde* : « *Deux nouveaux prisonniers ont été faits par les forces gouvernementales et, comme les premiers, ils ont été soumis à un interrogatoire serré qui s'est déroulé dans le cabinet de travail du président Duvalier, au Palais national. Les prisonniers s'appellent Maurice Magloire et Philippe Briette, tous* »

Suite en page 14

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes; Dans une rue paisible de Port-au-Prince; Conviendrait pour un hôpital, une école, un orphelinat, etc...

À vendre tel quel; prix à négocier.

Contacter par courriel: heritiers2002@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE

By Owner

In the commune of Kenscoff/Furcy

Contact:

<info@thelodgeinhaiti.com>

509-3458-5968 or 509-3458-105

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild



Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church – PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

L'influence d'un enseignant haïtien dans la vie d'un ancien élève de Miramar High School

Par Rosie Bourget

Aller au-delà de l'appel du devoir est ce qui fait d'un enseignant un grand éducateur. Maître Yvon Edouard, entre autres, prouve qu'il est activement impliqué dans sa communauté et d'autres activités notamment culturelles tout en restant entièrement dévoué à ses élèves. Sans plus tarder, voici le témoignage d'un ancien élève de Miramar High School (Broward County Schools,



Rosie Bourget

Florida) à Maître Yvon Edouard, un enseignant haïtien qui se passe de présentation. Il a eu un impact positif dans la vie de ce jeune homme. Félicitations à M. Edouard pour un travail si bien fait, et pour sa contribution dans la réussite des autres. You are an « AMAZING TEACHER ».

Date : 4/5/2020

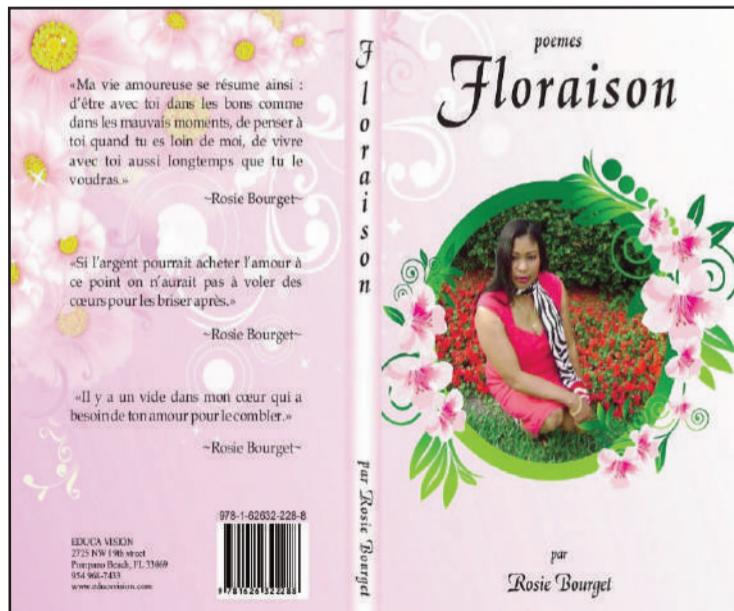
Name : Andres Barreto
Reference to school : Miramar High« Hi Mr. Edouard ! As I sit in Medellin, Colombia, under lockdown in this COVID crisis, I started to reflect on the people that have had an impact in my career and you are at the top. I was not a particularly good student and I mostly sat quietly in the back, but I listened intently to every word you shared with us in

your commentary about politics and history. I was your student 2001-2005. We spoke when I was in college a few years later (2008), when I told you I decided to study Political Science because of how you would teach us not just French, but also history, culture and politics of Haiti and the Caribbean (my favorite part of class). I went on to build several tech startups, including Grooveshark a music streaming service that reached 35M users and Onswipe an ad network with 55M users, and became an angel investor in another 85 startups after selling a few of my own that altogether have amassed over \$250M in investments. Yet, because of that seed of intellectual curiosity in culture, politics and history, I moved back to Latin America and helped shape public policy with presidents and ministers in Colombia, created a non-profit that teaches code to underprivileged youth in Peru, Honduras, Dominican Republic, and Colombia. (Coderise.org.) I just wanted to send you a thank you note for the influence you've had in my life, and give you an update on the impact you have on your students, because you don't limit your class to just the language, but instead show us everything connected to it and plant that seed of intellectual curiosity of questioning the why things are how they are today. «Thank you». Andres Barreto est important de signaler qu'Andres Barreto n'est pas d'origine haïtienne. Ce qui m'intéresse le plus dans son témoignage, c'est lorsqu'il dit qu'il a décidé d'étudier les sciences politiques à cause de la façon dont Maître Edouard enseignait non seulement le français, mais aussi l'histoire, la culture et la politique d'Haïti et des Caraïbes. Quelle élégance ! Quelle bonne façon de témoigner sa reconnaissance ! Il n'y a pas de doute que M. Edouard a planté

une graine qui a germé partout dans le jardin de «Andres BARRETO». Fière chandelle à toi, Maître Edouard. Continue à être un phare monumental à grande puissance éclairante pour guider les autres.

Les enseignants changent la vie de millions d'enfants chaque jour, leur immense travail et leur impact nous poussent au-delà des mots. Nous avons donc besoin d'émoticônes pour dire ce que nous ressentons. Et avec la fin abrupte de l'année scolaire physique, nos enseignants ont fait de leur mieux pour continuer à dispenser des cours virtuels grâce à la technologie moderne. Tout pour s'assurer que chaque élève dispose des outils dont il a besoin pour atteindre son plein potentiel. C'est en ces temps difficiles que nous reconnaissions et apprécions vraiment comment les éducateurs jouent un rôle si essentiel dans la vie de nos enfants, inspirant un amour permanent de l'apprentissage et de la découverte et faisant une différence dans leur bien-être et leur réussite à long terme. Alors que la fin de l'année scolaire approche, nous voulons remercier tous les enseignants-éducateurs, particulièrement Maître Yvon Edouard, d'avoir toujours donné le meilleur exemple, surtout en ces temps sans précédent. Qu'il s'agisse de changer de plan de cours, de se convertir à l'apprentissage en ligne ou de maintenir notre système éducatif en mouvement, vous êtes là pour guider nos prochaines générations, quoi qu'il arrive. Il a été dit que l'enseignement est la profession qui enseigne toutes les autres professions. Pour garantir à tous des chances égales et un chemin vers la prospérité, continuons de soutenir nos enseignants.

HYPERLINK "mailto:r_bourget@yahoo.com"
r_bourget@yahoo.com Maîtrise en travail social



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LA RÉBELLION GÉNÉRALE SE PROFILE À L'HORIZON

Le régime Moïse-Joute englué dans un dangereuse crise économique et financière

Suite de la page

juguler, se complique davantage par les engagements pris par Jovenel Moïse par rapport aux différentes couches de la population, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. Sans s'en rendre compte, ou bien par insouciance, le chef de l'État prend les décisions en dilettante, donnant l'impression qu'il ne réfléchit pas avant d'engager ses politiques.

Les observateurs estiment qu'en mettant sur pied son programme de lutte contre la pandémie, M. Moïse n'a pas pris le temps d'étudier, ni de prévoir l'impact de chaque décision sur la population. Il est surtout critiqué pour ses décisions en matière d'allocations de fonds aux couches nécessiteuses, puisqu'il ne s'est pas donné la peine d'identifier l'origine des ressources qu'il doit mobiliser

pour mettre en route ses programmes, en sus de faciliter leur exécution sans heurts. D'aucuns pensent que c'est précisément ce défaut qui a provoqué l'échec de la « Caravane du changement » ou son projet phare « Électricité 24 heures sur 24, 7 jours/semaine ».

En effet, les ressources n'ont jamais pu être trouvées pour favoriser la relance de la Caravane dont la mort définitive est fermement constatée. Quant à son projet consistant à doter le pays d'un régime en électricité 24 sur 24, Jovenel Moïse continue de miser de grands espoirs sur Taïwan, qui tarde cependant à délier les cordons de la bourse. Avec la fin du mandat de Nèg Bannann nan qui avance à grands pas, il y a fort à parier qu'il appartiendra à son successeur de concrétiser ce projet, si d'aventure il le juge viable.

L.J.



DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor



Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

• MÉDECINE CHIRURGIE •
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

L'ÉQUIPE AU POUVOIR NE SAIT OU DONNER DE LA TÊTE

Le Premier ministre isolé au sein de ses hommes

Joseph Jouthe rejette l'idée de démissionner

Suite de la page 1

laquelle il donnait libre cours à ses propos pleins de hargne, non seulement pour son ministre des Finances et des Affaires économiques, mais aussi pour la classe politique de l'opposition, dont certains, tout récemment, il faisait passer pour ses « amis ».

En effet, quand des déclarations d'une allure incendiaires attribuées au Premier ministre de facto Jouthe circulaient sur les réseaux sociaux, notamment sur *WhatsApp*, elles étaient, au prime abord, écartées d'un revers de main, tant qu'elles étaient jugées scandaleuses et invraisemblables. Mais quand des proches, voire même des parents du chef du gouvernement, ont certifié que la voix entendue dans la vidéo était bien la sienne, l'événement qui s'en est dégagé a pris une toute autre allure.

Tout d'abord, dans la conversation, entendue jusqu'à l'autre bout du monde, Joseph Jouthe, qui s'emportait et entrait dans une attaque virulente contre le titulaire des Finances, autour du budget 2019-2020 rectificatif, ne pouvait maîtriser sa colère. Il dit avoir infligé des coups de pied au ministre des Finances.

Le ministre des Finances, bouc émissaire ?

Le Premier ministre de facto Joseph Jouthe est *bien pris* par cette personne qui a enregistré sa conversation scélérate, qui a été débitée à partir de Hinche. Il a été à la capitale du département du Centre, précisément pour faire la paix « *à tout prix* » avec des employés de l'État. Ces derniers avaient décrété la grève pour réclamer des autorités le paiement de « *deux années de salaire* ».

On devrait aller au fond de l'intrigue pour démêler le faux du vrai. Joseph Jouthe s'est rendu à Hinche pour apaiser les employés en rébellion pour non-paiement de salaire par son gouvernement, bien que d'autres chefs de gouvernement avant lui devraient en assumer la responsabilité. Aussi s'est-il évertué, dans cette conversation, qu'il a tenue avec l'ex-sénateur Willo Joseph, à faire du ministre des Finances le bouc émissaire.

En effet, Jouthe a esquivé le blâme expliquant à ses interlocuteurs (les employés en rébellion) qu'il avait donné des instructions précises au ministre des Finances pour qu'il émette les chèques à l'ordre des hommes et femmes dont les paiements sont en souffrance depuis deux ans. Il a précisé que le grand argentier a refusé d'obtempérer à cette recommandation, prétextant que les lettres de nomination des employés n'étaient pas correctes (conformes aux normes établies).

Le ministre des Finances a pris le contre-pied des propos émis à son égard par son patron. Selon lui, réagissant en parlant avec des amis, la thèse proposée par le Premier ministre est totalement fausse. Au contraire, dit-il, c'est lui qui a ordonné de ne pas faire les chèques. Le contraire est faux, archi-faux.

Il semble que, par rapport à ce conflit les employés de l'État restés impayés depuis deux ans face au gouvernement Moïse-Jouthe, un conflit s'était développé ouvrant une guerre larvée entre le ministre des Finances et le Premier ministre. On ne devrait pas s'étonner que le titulaire des Finances prenne des dispositions conservatoires pour protéger ses arrières. En toute logique, si ce dernier savait que son patron le rendait responsable du non-paiement des employés, il allait certainement se présenter à ses interlocuteurs comme un défenseur de leur cause.

Un pays minable, des politiciens sans vision

On se demande pourquoi, alors qu'il se trouvait à Hinche, le Premier ministre de facto croyait qu'il était opportun de décharger sa bile à ce moment-là. Sur le pays aussi bien que sur les hommes et femmes qui vont chercher à se faire élire à l'occasion des prochaines élections.

Parlant d'Haïti, il pense qu'Haïti est loin d'être un pays. Deuxième chef exécutif du pays, il parle en connaissance de cause. Se penchant sur la réalité politique du pays chaque jour durant des heures, il sait de quoi il parle. Aussi continue-t-il, dans la foulée : « *Le pays n'existe pas. C'est un pays qui n'existe ni sur papier, ni dans le réel* ».

À propos des personnes de l'opposition qui entendent briguer le pouvoir, qu'est-ce qui les motive, et pourquoi veulent-ils arriver au pouvoir. Aussi demande-t-il pourquoi ces gens-là veulent diriger un pays comme Haïti. « *Quelqu'un qui se porte candidat pour un poste électif en Haïti qu'est-ce qu'il veut diriger au juste ?* ». Il accuse ces politiques d'être à l'origine de la création des gangs qui sèment la mort et le deuil dans le pays.

M. Jouthe a déclaré avoir rejeté le budget rectificatif qui lui a été soumis par le ministre des Finances parce qu' « *il ne reflète pas le rêve politique du président de la République* ». Il a énuméré toute une série d'articles qui n'ont pas été pris en ligne de compte dans ce budget. Il a fait état du paiement des arriérés de salaire aux employés; des taxes supplémentaires sur les marchandises non taxées, autrement sous taxées qui transiteront par la frontière haïtiano-dominicaine; de nouvelles taxes sur des hommes

d'affaires étrangers qui se sont fixés en Haïti, etc.

Sur ces entre-faits, il faut se demander ce que Joseph Jouthe est venu chercher dans cette galère. Si Haïti est un pays qui n'existe pas, pourquoi a-t-il accepté de devenir le Premier ministre de Jovenel Moïse ? Est-il prêt à dire que lui et Jovenel Moïse ont des talents spéciaux pour diriger Haïti ? C'est pourquoi qu'au moment où la pandémie du COVID-19 décime les gens à l'échelle du monde et commence à s'attaquer à Haïti, son gouvernement invite les citoyens à retirer leurs cartes électorales par centaines en ligne devant le bureau du NIF ?

Si la grande majorité des partis et formations politiques n'ont pas encore réagi à ces propos de Joseph Jouthe, un transfuge de la formation politique Vérité, créée par le défunt président René Préval, la plateforme politique Bouclier a adressé une lettre aux dirigeants du pays leur demandant d'éjecter Jouthe de la primature.

De son côté, le chef du gouvernement a déclaré qu'il ne démissionne pas.

À coup, sûr les propos tenus par Joseph Jouthe vont déclencher un débat très animé qui tournera autour de l'intérêt qu'il présente pour le pays en tant que chef de la primature.

L.J.

GRÈVES DU SECTEUR DÉMOCRATIQUE ET DE PHANTOMS 509 ANNONCÉES

La mobilisation générale à l'ordre du jour ?

Suite de la page 5=1

transportaient du gravier, dont ils avaient pris le contrôle, ont été ordonnés de déverser le sable qu'ils transportaient sur la chaussée, bloquant le trafic automobile. Tandis que d'autres poids lourds ont été placés au milieu de la rue bloquant la circulation.

D'autres secteurs solidaires des manifestants

La manifestation du 18 mai 2020 risque d'ouvrir la voie à une nouvelle mobilisation, à l'heure de la COVID-19. Au moment où quasiment tous les salariés de l'État sont en mode de revendication salariale, toute manifestation mise en branle offre une opportunité de faire passer leurs revendications. En ce sens, il faut s'attendre à ce que tous les secteurs qui font des demandes de toucher leurs payes restés impayés depuis des mois, ou même des années,



Les Phantoms 509 manifestant dans les rues de Port-au-Prince.jpg

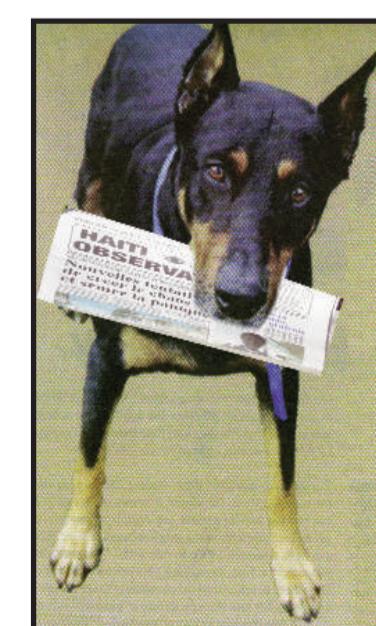
vont se lancer à cœur joie dans le mouvement du 18 mai.

Il paraît certain que les enseignants, les employés du Centre national des équipements (CNE), les contractuels des différents ministères n'ayant pas touché depuis des années et d'autres encore soient des participants éventuels à cette manifestation.

À noter que la manifestation du 18 mai inquiète on ne peut plus les autorités policières, qui ont pris des dispositions pour prévenir la mobilisation de Phantoms 509. C'est pourquoi, le haut commandement de la Police a lancé un communiqué ordonnant la suspension des congés et le confinement des policiers dans leurs commissariats, du 17 au 19 mai. Histoire, semble-t-il, d'empêcher que les policiers qui menacent d'entrer en grève ne le fassent sans révéler leur identité.

Le 18 mai 2020 ne semble porter aucune bonne nouvelle

pour Jovenel Moïse et ses alliés politiques. De toute évidence, les militants, toutes catégories sociales mise ensemble, vont défier l'ordre de la distanciation sociales passé par Jovenel Moïse. L.J.



GRENN PWONMENNEN COVID-19 ou pa, Ayiti kontinye plonje desann !

Gen mounn ki te konprann *Coronavirus*, osnon COVID-19, pa t ap okipe Ayiti tankou jan 1 fè an Republik dominikèn, lòtbò fwontyè a. Men nan dat 19 mas, preidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) te deklare « *état d'urgence* », li anonse lagè kont maladi a, paske te gen 2 mounn yo te dekouvrir ki te trape *coronavirus* la, ki pa nan paspouki ak mounn rich osnon pòv, mounn po jòn, blan, nwa osnon milat. Dayè, li pa bezwen paspò pou 1 travèse okenn fwontyè. Kanmenm, se sèlman 2 mounn ki te sanse malad ofisyèlman ann Ayiti.

Se lè sa a, gen mounn ki t ap di Ayiti resi benefisyè de youn sitiyasyon k ap bay latwoublay lòt kote. Paske pa t gen anpil touris ki vin nan peyi a, jan yo te debake pa milyon an Republik qominikèn. Se touris yo anpremye ki te pot COVID-19 la lòtbò a. Selon chif Òganizasyon mondyal lasante (OMS), rive dimanch pase, 10 me, se 10 347 mounn ki enfekte ak COVID-19 la an Republik dominikèn epi 388 gentan mouri. Men tou, gen 3 703 ki geri. Menm si sa k ap pase ann Ayiti pa ka konpare ak sa k ap pase lòtbò a, bagay yo pa bèl ditou pou Ayiti, paske peyi a pa gen strikti sanitè, kivedi lopital tankou Republik dominikèn, Ayiti pa vrèman prepare pou fè fas a sa k pral vini an.

Depi premye anons 19 mas la, n ap gade chif yo k ap monte piti

piti, epi nan dat 3 me a, peyi a travèse chif 100 an —ofisyèlman. Nou oblige di ofisyèlman, paske, selon sa anpil mounn konnen, gen youn bann ka COVID-19 ke ministè Lasante ak Popilasyon piblik la (MSPP) pa konn anyen de yo. Osnon si yo konnen, yo pa di anyen sou sa. Kanmenm, n ap rete ak chif ofisyèl yo pou analiz n ap fè a. Fòk mwen di nou ke,



Fanmi ak zanmi Pakrik Benwa ap mennen l lopital benyen ak san.

selon chif OMS pou dimanch 10 me a, Ayiti monte nan 152 ka enfeksyon, 15 mounn mouri epi 17 ki geri. Antouka, se kounnye a, nou pral kòmanse tandem chif ap monte san rete.

Fò m di nou ke jedi pase a, 7 me, nou te wè prezidan Moyiz ak madam ni Matin (Martine) ak kèk lòt gwo ofisyèl gouvènman an nan ayewopò Tousen Louvèti (Toussaint Louverture), nan

Pòtoprens, kote yo te vin wè sa premye avyon ki soti nan peyi Lachin nan te pote. Depi plis ke youn mwa, nou te tandem yo te plase youn kòmann an Chin pou ekipman ak lòt bagay pou sèvi nan batay kont COVID-19, énmi envizib sa a. Toujou, selon enfòmasyon otorite yo bay, gen 4 lòt avyon ki pou vin ak plis ekipman. Nou espere tout bagay pral byen pase.

Kòm nou konnen, te gen anpil kritik ki te fèt sou ekipman ki te kòmande nan peyi Lachin nan, paske te gen gagòt nan premye 18 milyon dola vèt (18 000 000,00 \$) gouvènman an te arive debloke nan Bank nasyonal kredi (BNC an franse) pou plase kòmann nan. Èske se menm kòmann sa a ki

etranje ap bay pou batay kont COVID-19 la.

Mwen konnen yo di ke Ameriken pa bay gouvènman an 75,5 milyon dola yo a dirèteman. Se Òganizasyon non-gouvènmantal (ONG) ki pral jere lajan an. Nou espere se pa pral menm jan yo te jere lajan tranblemandtè 12 janvye 2010 la. Epi tou Fon monetè entènasyonal (FMI, jan yo di an franse) — mwen pa di Fon malfektè entènasyonal — te dekese 111,6 milyon pou Ayiti, men yo pa t di kijan lajan an pral jere. Bank mondal (BM) te vini ak 50 milyon epi Bank entè-amerikèn devlopman (BID) te di 1 ap bay 190 milyon dola US. Depi 22 avril, Inyon ewopeyèn (UE an franse) te anonse l ap travay sou youn 160 milyon euro (173,9 milyon dola US) pou ede Ayiti avèk batay 1 ap mennen kont COVID-19 la. Jan nou kalkile l, tout lajan sa yo monte plis pase 600 milyon dola (600 000 000,00 \$) ki sanse dekese pou ede Ayiti.

Èske pral gen je byen klere sou kijan tout lajan sa yo ap depanse vre ? Peysi a tèlman pran move kou nan men mesye-dam sa yo ki opouwva, e ki kontinye ap fè menm bagay yo, jan nou wè l nan kesyon 18 milyon BNC a, nou konprann ke sèl sa ki enterese yo se plen pòch yo epi ogmante kont anbank yo aletranje. Sa pa regade yo si mounn kòmanse

mouri e plis pral mouri toujou anba COVID-19 la. Nou ka konprann poukisa nan sitiyasyon sa a, pèp la vin tounnen chat ki boule nan dlo cho, li wè dlo frèt, lapèrèz pran l. Pita pi tris !

Nou aprann ke plis pase 200 moun enfekte kourye a. Nan dènye avi ministè Lasante piblik la, yo fè konnen 27 lòt moun teste positif. Safe 209 moun antou ki pran maladi a. Epi gen 16 moun ki mouri.

Antretan, sitwayen ap sibi anba kout baton ensekirite, men fwa sa a se lajistis k ap opere. Asireman nou okouran dosye Patrik Benwa a (Patrick Benoit). Madi pase, 5 me, jij de pè debake lakay li ak youn detachman Lapolis PNH, yo wonfle l anba kou jou li benyen nan youn lariyè san. Yo mare l 2 bra dèyè do, tankou vòlè bannann osnon poul. Sa k genyen menm ?

Se pa premye fwa yo eseye entimide msye pou yo pran tè li genyen nan Vivi Mitchell, anwo nan zòn Petyon-Vil. Fwa sa a, se youn jij ki sot Dèlma, Jij Riko Vrigno (Ricot Vrigneau) ki debake ak polisyè ann inifòm, lòt ki pa abiye ak rad polis epi kèk bandi tou, pou vin mete lòd, paske li di Patrik Benwa pa obeyi lòd lajistis. Mesye sa a, ki gen 64 lane sou tèt li, manke mouri. Gen 2 zan de sa, youn gwoup bandi te debake nan

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

D E BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

PROPRIÉTÉ
VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.

Pour plus d'informations, appelez Bluette Coq au

**MIRLÈNE CLEANING
SERVICE, INC.**

We specialize in House
Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

genres to perform during the concert which will be livestreamed, from 7:00 to 10:00 pm, on the *Haitian Times* Facebook @thehaitiantimes, on Instagram @haitiantimes and on YouTube pages.

In a press release, the organizers say entertainers lending their talents to this worthy cause include "Grammy winner Wyclef Jean, Nulook, Harmonik, Belo, Darline Desca, Ram, Paul Beaubrun, Wayb, Buyu Ambroise Jazz Ensemble and many more." As it is, "that line-up was carefully chosen to encompass all Haitian musical genres, from Konpa to Racine, to Jazz, Twoubadou and folk." Moreover, well-known Haitian-Americans and other personalities "will share a one- to two-minute message of hope and sympathy" during this singular event that will be hosted by Carel Pedre, "a prominent media personality in Haiti."

As is known, the month of May is "Haitian Heritage Month" in the U.S. and May 17 happens to fall on the eve of Haitian Flag Day, with the motto on the Red-and-Blue reading "L'Union Fait la Force" (In Unity There's Strength.) In that light the partners for the event are following in the tradition of unity that made possible Haiti's independence, by reaching out to sco-

res of other organizations to raise money for manpower and medical supplies to lower the casualties that result from the pandemic.

Commenting about the Sunday evening undertaking, **Dr. Jean-Claude Compas**, a well-known retired family medical practitioner in Brooklyn, said, "The models of COVID-19 that we're looking at for Haiti are flashing red and, if we don't do something, it will make the devastation from the earthquake look small in terms of human lives lost."

As for **Garry Pierre-Pierre**, founder of the *Haitian Times*, the concert "is as much a celebration of our culture as it is a fundraiser. We want to share our culture [while] at the same time we're asking for help." He adds, "Haiti's culture is rich and diverse and I believe people will get a glimpse of that."

The concert is made possible with the support of **Metroplus**, **SEIU 1199**, the health-care union that has a large Haitian membership, and **Belmachann.com**, an on-line commercial venture featuring a wide array of Haitian products.

According to the press release, the organizers have set the ambitious goal of \$500,000, with donations going to the **Haiti Global Health Alliance**, which has been tasked with leading the

response to the pandemic in Haiti. The funds will be collected via a **Gofundme** page created by the **AMHE**, which has 501(c) (3) status in the U.S. "To ensure full transparency," it's stated, "The Haitian Medical Association has hired an independent law and accounting firm to audit the money raised. The **Global Health Alliance** has done the same." Additionally, "the report will be published on the *Haitian Times* website and shared widely on social media and other outlets."

In conclusion, **Dr. Karl Latortue**, president of **AMHE-NY** and medical director of a large multidisciplinary medical center in Long Island City, Queens, N.Y., makes a plea, accompanied by a solemn promise: "We need everyone to pitch in to help us defeat Coronavirus. This is a war and, as healthcare workers, we are at the front line of this fight. Make no mistake about this. We will conquer the virus."

We urge you to be there on Sunday and be ready to do your part financially. In other words, send a strong collective message that will be an example of our newly found unity to do good in support of those who are sacrificing their health to save others, while we team up with our professional brothers and sisters who have made transparency their watchword.

Boston Mayor pays tribute to the Haitian community

Following Prime Minister Justin Trudeau's acknowledgement, last week, of the contribution of the Haitian community in Quebec to the health safety and security of Canadians in this era of COVID-19, it's the turn of Boston Mayor Martin Walsh to pay a laudatory tribute to the Haitian community there. Below is our transcription from a video making the rounds of the social networks with Mayor Walsh speaking with a City flag and Haitian flag in the background:

"This is Mayor Marty Walsh.

"Here in Boston we're excited to celebrate Haitian Heritage Month. Our Haitian community is strong, vibrant and resilient. They've made amazing contribution to our city. This year we're not able to celebrate as we usually do, with flag raising and a prayer. But we're still coming together, even when we are apart.

"So, I hope you'll join me in celebrating Haitian Month with your friends, neighbors and colleagues. The Boston Public Schools is putting together some fun opportunities. Stay tuned for more information from Superintendent of Schools Brenda Cassellius.

"Another great and delicious way to celebrate Haitian Heritage Month is by supporting our Haitian restaurants. Our Office of Small Business helps many restaurants to set up for takeout and delivery options, so they can stay open during this time of crisis.

"I know it's no time to be together in person. But we're all working to keep you healthy and get back to normal.

"I want to thank members of the Haitian community who are on the front line of this crisis. They are the nurses and doctors, restaurant workers, bus drivers, public safety workers and so many more people. They're working hard to protect us during these difficult times.

"I encourage everyone in doing their part in practicing physical distancing. If anyone needs help with things like food access and city services, please don't hesitate to contact the city at 311.

"These are tough times, but we'll get through them together. The Haitian community has shown, time and time again, what it means to be resilient. As always, Boston stands with our Haitian community.

Happy Haitian Heritage Month! And, remember, **Kenbe la!** Hang in there!

*The U.S. continues its deportation of Haitians despite calls to the contrary. On Monday, May 11, a flight from San Antonio, Texas, landed at Port

au-Prince's Toussaint Louverture airport in Port-au-Prince with Haitian nationals, including children and some with criminal records. Among them were not five who had tested positive and who were on an original list to be deported.

According to a story in the *Miami Herald*, on Monday, the plane landed with only 50 people, including "14 with criminal backgrounds and 36 others, including children." Originally, 100 were expected by Haitian authorities, including Emmanuel "Toto" Constant, the organizer of FRAPH, a death squad which carried out a massacre of pro-Aristide followers in the Raboteau neighborhood of Gonaïves in 1994.

Constant recently was released from a New York state jail where he had been since 2008, having been convicted for mortgage fraud and grand larceny. The Constant case had caused an uproar among human rights advocates in the United States who denounced the U.S. government for being insensitive in deciding to deport Constant to Haiti, especially at this time when the country is bracing for a COVID-19 onslaught. Also, the *Miami Herald* had published a story last week alerting to the Monday flight having COVID-19 individuals tested positive for the disease.

The deportees, with those with criminal record placed in a different hotel from the others, are occupying the few rooms that would be available for eventual COVID-19 victims. *Miami Herald* states that "in total, Haiti has 111 available beds at four hotels to quarantine individuals who are infected or suspected of being infected with COVID-19."

It added: "Rather than using them for the general population, however, they've been forced to use them for detainees since last month." Obviously, with its deportation policy intact at this critical juncture, the Trump administration isn't treating President Jovenel Moïse as the "friend," he's supposed to be.

Forget that last Sunday night (May 10), members of Haiti's advisory presidential panel on coronavirus had urged suspension of U.S. deportations of Haitian nationals until contagion by the deadly disease is under control both in the United States and in Haiti.

Meanwhile, the *Miami Herald*, also reported that on Monday, Representative Frederica Wilson, Miami democrat, introduced the "Haitian Deportation Relief Act," a bill calling for suspension of deportations to Haiti until the pandemic has ended in the U.S. as well as in Haiti.

OBITUAIRES

Annonce funéraire du Dr Nirva Derisier

Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort du **Dr Nirva Derisier** survenue à l'âge de 79 ans, à la suite d'une longue maladie courageusement supportée.

En cette douloureuse circonstance, nous présentons nos sympathies et nos sincères condoléances aux familles éprouvées par ce deuil, particulièrement à :

Ses frères : Dr Yves Derisier, Kerlin Derisier, Guy Derisier, Aaron Derisier, Fednel Derisier;

Ses sœurs : Marie Josée Derisier, Yveline Derisier, Vanite Derisier, Yvonne Derisier, Jessica Derisier, Jacqueline Derisier;

À sa tante : Cécile Célestin;

À ses neveux : Jacques Yves Derisier, Phillippe Derisier, James Cassamajor, Joseph Bertrand, Terne Bertrand, Frantz Derisier, Donis Derisier, Jean Baptiste Kensen Derisier, Gérard Duplan, Peter Mars Arven Derisier, Fridikson Celestin, Willy Célestin, Junior Joseph, Joël Vital St Jour, Mackenson Saint-Jour, Amilton Charles, Vanel Beltinor;

À ses nièces : Dr Irvin Duplan, Sherley Duplan, Nirva Duplan, Lucie Marie Derisier, Farah Derisier, Yvie Barbara Derisier, Neica Derisier, Gylène Derisier, Victoria Derisier, Elisabeth Derisier, Karen Queen

Derisier, Nancy Bertrand, Betty Bertrand, Ketlie Bertrand, Clara Pavellus, Johanne St Jour, Constancia Charles, Cahonda Charles;

À ses cousins : Lebien Derisier,



Dr Nirva Derisier

Nodier Derisier, Delva Derisier, Rigal Lazarre, Efton Laguerre, Oris Pierre, Louis Célestin, Jeannot Célestin, Emilio Célestin, Nicolas Célestin, Wilner Célestin, Jean Derisier, Patrick Derisier, Louidé Derisier, Lener Derisier, Raymond Derisier, Jules Dominique Célestin, Jacques Célestin Delmane Pierre-Louis;

À ses cousines : Jalouse Derisier, Getese Derisier, Jocelyne

Célestin, Verna Célestin, Resiane Célestin, Philosia Célestin, Sœurlette Célestin, Amide Célestin, Marie Claude Célestin, Julianne Célestin, Marie Georgette Célestin, Magda Célestin, Olga Célestin, Marie Denise Célestin, Sonia Célestin, Eugénie Célestin, Marie André Célestin;

À ses beaux-frères : Agricole Duplan, Osner Joseph, Nicolas Manzueta;

À ses belles-sœurs : Jacqueline Sylvert Derisier, Solange Derisier, Farah Étienne Derisier, Marie Derisier;

Aux familles : Derisier, Célestin, Cassamajor, Pierre, Lazare, Pierre-Louis, Saint-Jour, Manzueta, Joseph, Charles, Bertrand, Laguerre, Pavellus Baltinor, et à tous les autres amis, parents et alliés affectés par ce deuil.

Les funérailles du Dr Nirva Derisier ont été chantées, le vendredi 15 mai 2020, aux USA, à 4 h PM, en stricte intimité familiale. Les parents invitent tous ceux qui ont connus Dr Nirva Derisier, et qui auraient souhaité participer à la cérémonie de s'unir d'intention à eux, pour la circonstance, en ayant une pensée spéciale pour la défunte.

Cet avis est commandité par le Dr Yves Derisier.

SUITE À LA SITUATION CONTRARIANTE OCCASIONNÉE PAR LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE

Les jours de Joseph Jouthe à la primature sont comptés

Il ne sortira pas indemne de la tempête qu'il a déclenchée...

Suite de la page 1

le Premier ministre de facto dans cette conversation tant décriée transpire la vérité, mais elles ne devraient pas sortir de la bouche du numéro 2 de l'Exécutif, en principe un défenseur farouche du statu quo *tèt kale*. Chef d'un gouvernement dont les actes et les prises de positions devraient s'inscrire dans la logique PHTKiste, il a tenu un langage qui rappelle le transfuge de Vérité, la formation politique de René Préval, qu'il est effectivement. C'est sans doute l'argument le plus solide qu'ont les adeptes du régime *tèt kale* dirigé par Jovenel Moïse, qui sont partis en guerre contre Jouthe.

Après avoir, dans ces mêmes déclarations incriminées, traité le peuple haïtien de « *saloperie* », soulignant aussi que « *Le pays n'existe pas. C'est un pays qui n'existe ni sur papier, ni dans le réel* », il s'est mis sur le dos beaucoup de secteurs. Il s'est, du même coup, attiré l'inimitié du monde politique lorsqu'il lâche ces mots :

« *Quelqu'un qui se porte candidat pour un poste électif en Haïti qu'est-ce qu'il veut diriger au juste ?* ». Cette phrase, surtout, à l'effet d'un couteau à deux tranchants, car elle s'adresse aux politiciens aussi bien qu'aux hommes qui dirigent présentement le pays. Quand on sait que Jovenel Moïse s'était porté candidat pour briguer la présence, la question du Premier ministre s'adresse aussi à lui. Qu'est-ce qu'il est venu chercher dans cette galère, surtout quand il est privé de la compétence nécessaire pour faire la différence dans un pays qui « *n'existe pas (...) ni sur papier, ni dans le réel* ».

Levée de bouclier contre Joseph Jouthe

Par ses paroles, qualifiées de « *désobligeantes* », le chef du gouvernement de Jovenel Moïse a déclenché une levée de bouclier contre lui sous forme d'une lettre ouverte au chef de l'État, par Bouclier, formation politique proche du pouvoir, demandant sa mise à pied immédiatement. Même

geste de la part d'Yvon Bonhomme, patron de la jeune formation politique appelée Parasol (sigle *Patriot reini pour sove lapa-tri*), un autre rassemblement politique lié à la présidence. Il semble que ces entités se fassent l'écho de PHTK en général, qui ne jure que par l'éjection de Jouthe de la primature.

C'est aussi le cri de guerre de Michel Martelly « *ki pa danse kole avèk Jout* ». La première confrontation de l'ex-président avec le Premier ministre de facto remonte à l'occasion de l'octroi du premier contrat relatif à la commande d'équipements et de matériels sanitaires auprès d'une compagnie chinoise. Martelly avait incité son successeur et protégé à confier le rôle de courtier dans la transaction à ses deux beaux-frères, Kiko Saint-Rémy (le frère de Sophia Saint-Rémy-Martelly), et Gesner Champagne, dit Ti-Jès, le mari de Claudya Saint-Rémy, la sœur cadette de l'épouse de Sweet Mickey. Croyant découvrir une entreprise de corruption dans cette affai-

re, le Premier ministre de facto Jouthe s'était opposé à l'octroi de ce contrat à Saint-Rémy et Champagne. Mais l'ancien président a fini par l'emporter sur celui-là, qui s'est bien rendu compte que « *Se fè ki koupe fè* ».

Le lapin à la rescoussse ?

Si l'annonce de la formation d'un autre gouvernement, en lieu et place de celui dirigé par l'ingénieur Joseph Jouthe, n'est pas encore faite, cela ne dit pas pour autant qu'on n'y met pas sérieusement la main. Dans les milieux proches de la présidence, on laisse croire que Jovenel Moïse et son équipe y traillent d'arrache-pied. Dans les milieux proches de PHTK, la rumeur est devenue de plus en plus persistante que le président Moïse estime le moment opportun de ramener Jean-Michel Lapin, surnommé « *lapin an* », à la primature qui, selon lui, avait affiché une attitude plus « *discrete* » dans le cadre de ses responsabilités. Jovenel Moïse le juge « *plus docile* », étant moins susceptible de pro-

voquer des « *scandales* ».

Immédiatement après l'éclatement du scandale provoqué par les paroles lâchées par Joseph Jouthe depuis Hinche, dans le département du Centre, ce dernier a lancé une campagne visant à colmater les brèches. À la radio comme sur les réseaux sociaux, les défenseurs du Premier ministre de facto sont montés au créneau, insistant sur ses belles qualités, notamment ses capacités managériales. Au cours de cette dernière semaine, les hommes et femmes à sa solde n'ont pas cessé de monter en épingle ce qu'ils présentent comme les services qu'il a offerts aux couches défavorisées.

Mais, de toute évidence, le mal est déjà fait. Depuis l'horrible intervention de Jouthe, à Hinche, la semaine écoulée, à ses détracteurs naturels sont venus s'ajouter d'autres secteurs se ligant contre lui. Voilà pourquoi les observateurs pensent que ses jours à la primature sont comptés.

L.J.

Bonne fête des Mères 2020

Par Henri Piquion

Aucun virus, aucune guerre, aucune dictature ne nous empêcheront de célébrer cette année, comme tous les ans, la seule journée réservée aux mères alors qu'elles n'attendent pas une date pour nous aimer et nous célébrer.

Quoique pareille à toutes celles qui l'ont précédée, cette année 2020 est différente. On s'en rappellera comme celle du pays *lock*, de la division, de l'indiscipline et de l'anarchie, et aussi comme celle de la Covid-19 qui ne discrimine pas les riches des pauvres, celle de l'unification, sinon de l'unité ou de l'humilité, et encore, comme toujours, celle de la misère et du mensonge. Cette année on aura entendu Victor Benoit, intellectuel, professeur, historien, ancien ministre, chef d'un parti politique après l'autre, déclarer que la mutinerie d'une bande de policiers est justifiée et que la collectivité nationale doit s'y soumettre. On aura aussi entendu le Premier ministre Joseph Jouthe déclarer un jour que l'État existe et que le droit doit prévaloir, pour l'entendre éructer dès le lendemain, sans un pleur, sans courber la tête, sans un signe de honte que le pays doit se soumettre et accepter que l'anarchie soit la philosophie du gouvernement et la fonda-

tion de l'État. Il doit être heureux que la Covid-19 soit venue nous faire oublier que sa présence physique creuse un trou, révèle une absence que nous, Haïtiens, devrons, un jour, combler pour la renaissance de notre pays. C'est à nous faire regretter des temps contre lesquels nous nous sommes battus à nos risques toute notre vie, depuis notre plus jeune âge, au nom de la démocratie, de la modernité, de la justice et de la dignité. Au nom des Haïtiens qui ont le moins bénéficié du pays et que le populisme sous diverses formes entraînait vers l'inhumanité du *macoutisme*, de la *chimérisation* et du père Lebrun.

Nous ne l'aurions pas oublié, mais cette année 2020 est venue nous rappeler qu'il y a encore dans notre pays des hommes et des femmes de tous les âges compétents dans leurs domaines, patriotiquement équipés pour faire face aux épreuves naturelles. Celle d'aujourd'hui s'appelle la Covid-19. Sans poser de questions inutiles ou formuler des critiques politiciennes sans savoir de quoi je parle ou de quoi il est question, je les appuie et continuerai à le faire tant que je serai convaincu que leurs actions et leurs consignes visent notre bien-être à tous et non celui de quelques privilégiés ou d'entités étrangères. La Covid-19 est venue

nous rappeler qu'il doit y avoir des hommes et des femmes de tous les âges et de toutes les couches sociales, économiques ou professionnelles pour s'unir afin de prendre le pays en main avant même d'attendre que la Covid-19 ait disparu afin de l'amener à son destin de grandeur. C'est ce que nos mères à tous nous auraient demandé comme cadeau en ce jour de la Fête des Mères. Un cadeau pour un jour, un cadeau pour tous les jours.

Tous les ans la mort emporte plusieurs mères laissant leurs enfants dans le deuil et le désarroi. En même temps la vie amène plusieurs nouveaux nés et les jeunes femmes devenues mères ne tentent même pas de mesurer leur bonheur : Elles le vivent. C'est qu'une mère s'en va, une autre arrive, la mère demeure. Ces événements sont fondamentalement et en même temps individuels et collectifs. Ils sont individuels à cause de la subjectivité, j'irai jusqu'à dire de l'isolement dans lesquels nous les vivons, même si on est en groupes. Ils sont collectifs, et plus que familiaux, parce qu'ils contribuent au renouvellement de la société par la valorisation dans un cas d'une histoire qui est la nôtre ou par la perspective d'une remise en question qui est en même temps une absorption de cette histoire pour la réalisa-

tion d'un idéal antérieur à toutes les générations, celui d'une humanité libérée et heureuse. La Fête des Mères nous met en face de la mort et de la vie, l'une anticipant l'autre, réclamant l'autre, pas seulement pour advenir elle-même, mais surtout pour qu'advienne et se réalise ce pourquoi nous sommes là : le surgissement d'une humanité dans laquelle les classes ne seront pas en affrontements permanents causés par la distance socio-économique, mais en collaboration solidaire malgré les différences des moyens et des techniques d'appréhension de la nature, première dispensatrice de richesses, cadre ultime de la rencontre des hommes entre eux.

Si en cette année de la Covid-19 je souhaite une Bonne Fête des Mères aux mères haïtiennes et à toutes les autres si parce que je garde l'espoir que ce grand bonheur d'avoir une mère et ce grand malheur de la savoir emportée par le virus nous apprennent à tous, mais vraiment à tous, que la possibilité du sauvetage individuel est au mieux une illusion, mais en réalité un mensonge de plus pour perpétuer la misère et la division auxquelles les opprimés ne peuvent apporter qu'une réponse : la violence de la libération pour la liberté.

H.P.
10mai 2020

Frantz
Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BLT. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

Over 25 years of serving the community!
Satisfaction guaranteed!

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Rosansman en yon intisyaty pou kontin chak micun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak grann micun konti piye afrikde plizyò miliya dink. gouvernan an ka bay pou lekol, klinik, plas pilòlik, ak yon pilò ak yon piskul. lòl reakcòs ak sèvis nan komipòt nou. Pa enkyete w, pabisipasyon nan reseraman an pa gun dianje. Touz! cnformasyon pesonel op rete prive e an sekintè. Ou ka reponn sou entènèt, sou telefon, oswa kourye.

Patisipo nan rosansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht

Se lòtens: 2020census.gov pou plakete sa

Prepare
Avnl W
KOMANSE ISIT LA >

United States'
Census
2020

ÉDITORIAL



Un gouvernement délinquant au pouvoir en Haïti

Dans la mesure où le président et le Premier ministre, les deux plus hautes autorités de l'Exécutif, sont solidaires par leurs actes et décisions, ils se partagent les accusations, de même que les félicitations qui leur sont décernées. En vertu de ce principe, les ministres et secrétaires d'État aussi. Voilà donc un pays sous la direction d'un gouvernement délinquant.

Ayant prêté serment, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment des avoirs, on avait des préventions contre Jovenel Moïse. Mais on ne savait pas qu'il allait trouver une équipe à ce point homogène pour mettre en place sa politique scélérate, dont la mise en application s'est effectuée sans heurts, ni jamais de notes discordantes de la part des hommes et femmes du pouvoir. Et la corruption aidant, il a su faire marcher au pas ceux-là mêmes qui se faisaient passer pour des personnes intègres.

En effet, depuis la prestation de serment de M. Moïse, le 7 février 2017, à ce jour, on n'a cessé de compter les actes et décisions délictueux qui ont jalonnés son administration. Mais pire encore, ayant vassalisé le système judiciaire, il a eu recours aux pouvoirs de la présidence pour se protéger, lui et la famille présidentielle. Tout en ayant soin d'étendre ses mesures de protection à ses proches collaborateurs, alliés politiques et amis personnels. Mais c'est surtout les scandales judiciaires qui ont dominé l'actualité, ces derniers jours.

Certes, le scandale qui a fait la une, cette dernière semaine, est la bastonnade sanglante infligée à Patrick Benoit, en la résidence de ce dernier, à Vivy Mitchell, quartier huppé dans les hauteurs de Pétion-Ville. Accompagné d'une équipe mixe de policiers en uniforme et en civil, le juge de paix Ricot Vrigneau a lâché ses gorilles sur lui, au moment de procéder à son arrestation, dans le cadre d'un conflit terrien. La victime a été malmenée puis déposée dans un commissariat de Police baignant dans son sang. Jugé trop mal en point pour le garder en dépôt, le commissaire l'a mis immédiatement en liberté d'où il a été conduit à l'hôpital par ses proches.

Cet événement attire l'attention, d'abord, sur le comportement du juge, dont l'agissement ne constituerait pas un coup d'essai. Il met aussi en évidence une pratique courante sous le régime des Duvalier, mais interrompue suite à une vague de jugements rendus contre ces spoliateurs à la chute du régime tyrannique. Il a fallu l'avènement de Michel Martelly, un adepte du duvalierisme, pour remettre cette pratique à l'honneur. Digne héritier politique du premier président PHTKiste, Jovenel Moïse met à l'aise les usurpateurs de propriétés ainsi que les juges qui rendent ces jugements illégaux en leur faveur. De toute évidence, le juge Vrigneau a commis cet acte de banditisme, en connaissance de cause, car assuré de l'impunité que procure le régime *tét*

kale dirigé par Moïse.

On ne peut s'empêcher de constater l'instrumentalisation de la Justice par Jovenel Moïse, utilisant le ministre de la Justice comme son chien d'attaque qu'il lance après ses ennemis politiques. Le dernier cas en date est celui par lequel le directeur général de l'Unité centrale de lutte contre la corruption (ULCC), Rockefeller Vincent, décernant un avis de recherche à l'encontre de la directrice administrative du Réseau national de défense des droits de l'homme (RNDDH). L'affaire est cousue de fil blanc. Il s'agit de Jovenel Moïse, instrumentalisant l'ULCC par l'entremise de Marie Yolène Gilles, présidente d'une organisation de défense des droits humains rivale, « Fondasyon je klere » (FJK), de concert avec l'avocat Samuel Madustin, pour persécuter Pierre Espérance. En clair, le président haïtien entend prendre sa revanche sur M. Espérance pour avoir participé à une audition spéciale au Congrès américain sur Haïti, dont est issu un rapport virulent sur le gouvernement *tét kale*, au fort de la mobilisation de l'opposition contre Jovenel Moïse.

Une autre récente intervention de ce dernier aux relents de persécution de l'opposition s'inscrit dans l'arrestation de Macsen Dérilus, le coordonnateur adjoint de la formation politique Ayiti Ann Aksyon (AAA), dont le sénateur Youri Latorue est le coordonnateur national. Protestant avec vigueur contre l'incarcération de M. Dérilus, celui-là dénonce un acte perpétré illégalement, car aucune charge n'est retenue contre le coordonnateur adjoint de l'AAA. Voilà encore un acte de mise sous coupe réglée de la Justice haïtienne par le chef de l'Etat.

Tout au long de la présidence de M. Moïse, les dérives ne cessent de se succéder, car passé pour maître dans de tels agissements. Il intervient dans toutes les occasions pour libérer ses amis et alliés des griffes de la justice. Citons encore, par exemple, l'affaire du sénateur Kedlaire Augustin, un allié politique de l'occupant du Palais national. Intercepté par une patrouille de la Police à bord de son véhicule, qui avait été impliqué dans des cas de kidnapping, M. Augustin a été mis aux arrêts par les policiers, qui l'ont quelque peu malmené, après qu'il eut refusé de s'identifier. Il fut conduit à un commissariat de Police d'où il fut libéré après avoir décliné son identité. Grâce à Jovenel Moïse, un kidnappeur potentiel court encore les rues.

Le plus gros conflit juridique dans lequel s'est impliqué le chef de l'Etat pour dicter son verdict à la justice reste, sans conteste, le dossier de l'électricité, une affaire dans laquelle il se déclare juge et partie. Passant outre à toutes les dispositions légales en la matière, il a passé au ministre de la Justice l'ordre de casser unilatéralement le contrat ayant uni l'Etat haïtien aux compagnies fournisseuses d'électricité, en l'occurrence, E-Power, Haytian Tractor et SOGENER.

Mais c'est surtout cette dernière qui a essuyé la foudre de Jovenel

Moïse. Elle est accusée d'avoir bénéficié d'un contrat coûtant USD 12 millions \$ le mois, à l'Etat haïtien, pourtant signé légalement avec le gouvernement du président René Préval. Cette compagnie a vu la haine de ce dernier se déchaîner contre ses dirigeants, dont les frères Vorbe (Dimitri et Jean-Marie) ainsi que la veuve du président Préval, Elisabeth Desbrosses-Delatour-Préval, qui ont été tous l'objet de mandats d'amener. Mais c'est surtout Dimitri Vorbe qui se trouvait dans le collimateur de M. Moïse. Aussi a-t-il jugé sage de s'exiler pour éviter d'atterrir en prison. En attendant que soient réunies les conditions pour que la vraie justice dise le dernier mot, l'injustice et l'arbitraire ont force de loi, sous la dictée de Jovenel Moïse.

Il semble que l'actuel président se sente à l'aise de se retrouver du mauvais côté de la loi, quelle que soit la nature de l'offense. Alors que, d'une manière générale, les leaders politiques fuient les trafiquants de drogue comme la peste, à l'instar de son prédécesseur, Jovenel Moïse en fait ses acolytes et proches collaborateurs. On n'oubliera pas que, même avant qu'il ait prêté serment, le 7 février 2017, il avait voyagé en République dominicaine pour concerter avec Marc Antoine Acra, trafiquant de drogue en cavale, qui, finalement est retourné au pays pour reprendre ses activités commerciales. Aussi compte-t-il dans son entourage des sénateurs et parlementaires impliqués à fond dans le commerce de stupéfiants ou d'autres activités illicites. Sans doute il n'avait pu intervenir

pour empêcher que son ami, Jean Fenel Thanis, député de la 49e Législature, représentant la juridiction Cayes-Île à Vache, à la Chambre des députés. Intercepté par une patrouille de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS), le 6 mars 2019, il aboutit à la prison de Croix des Bouquets. Mais le chef de l'Etat a su trouver la formule heureuse, un an plus tard, pour le libérer. Selon des sources judiciaires, M. Thanis a bénéficié d'une « procédure en *habeas corpus* » qui, pourtant, n'entre pas dans le protocole régulier. Les autorités ont fait semblant d'avoir tout ignoré dans cette opération. Voilà pourquoi deux membres du Parquet de Croix des Bouquets ont été mis en disponibilité « sans paye ». Dans ce pays où les autorités ont une sainte horreur de la transparence, personne ne saura comment finira cette affaire. Mais on sait qu'aucune décision n'a été prise pour retourner l'ancien député en prison. En clair, pareille disposition reste irréversible dans l'Haïti de Jovenel Moïse.

A la lumière de tous ces faits, en sus d'autres qui n'ont pas été signalés ici, Jovenel Moïse a pris logement au Palais national dans le but de disloquer la société haïtienne, le système judiciaire en particulier. Voilà un homme qui a été élu en utilisant des subterfuges, donnant ainsi le change aux 500 mille citoyens qui lui ont donné leurs voix, sur un total d'environ 5 838 838 en âge de voter ayant boudé sa candidature. Comment donc vouloir imposer un tel imposteur à la grande majorité du peuple haïtien ? Il est plus que légitime que

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y.
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Séisme élu
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 392-6434
129 Haïti CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M 2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valiron
13 K Avenue Holdherber, 81 R Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$ 73.00 US, pour six (6) mois
 \$ 140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 126 EUROS, pour un (1) an
Par aériaire ou mandat postal en francs français

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



A Delinquent Government ruling in Haiti

Insofar as the President and the Prime Minister, the two highest authorities of the Executive branch, are united in their actions and decisions, they also share the accusations, as well as the congratulations, heaped on them. Based on that principle, ministers and secretaries of state also share the blame. Therefore, the country is under the leadership of a delinquent government.

Having been sworn into office, while under indictment for money laundering, there wasn't any question about Jovenel Moïse's status. However, no one knew that he would find such a homogenous team to implement his rogue policy so smoothly, without conflicting notes from the men and women in power with him. Of course, using corruption to the hilt, he has managed to seduce those who pretended to have some integrity.

Indeed, Mr. Moïse was sworn into office on February 7, 2017. To this day, countless criminal acts and decisions that have been taken by his administration. Worse yet, having subjugated the judicial system, he has used the powers of the presidency to protect himself and the presidential family. In addition, he's extended the protective measures to his close associates, political allies and friends.

Nonetheless, in recent days, judicial scandals have dominated the news cycle. The one that made the headlines this past week was the bloody beating inflicted on Patrick Benoit at his residence in Vivi Mitchell, a posh neighborhood in the heights of Pétion-Ville. Accompanied by a mixed team of uniformed and plainclothes police officers, Justice of the Peace Ricot Vrigneau let them loose on the defenseless citizen who was being arrested in a land conflict deal. The victim was beaten to a pulp. Dripping in blood, he was dropped as dirty linen at a police station. Judged too ill to be kept in custody, Mr. Benoit was released immediately by the commissioner and was taken to hospital by his relatives.

First, this dastardly event draws attention on the behavior of the judge. It also highlights a practice that was common under the Duvalier regime, but which was interrupted following the fall of the dictatorship and a wave of judgments handed down against the goons of the tyrannical regime. It took the advent of Michel Martelly, a follower of Duvalierism, to revive this practice. As a worthy heir of the first PHTK president, Jovenel Moïse acquiesces to the will of the usurpers of property, winking at the judges who excel in these illegal judgments for a price. Clearly, Judge Vrigneau acted as a bandit, knowing that he would find full protection and enjoy impunity provided by the "Bald Headed" regi-

me led by Mr. Moïse.

It's no secret that President Moïse uses the Justice Minister as his attack dog in persecuting his political enemies. Most recently, the Director General of the Central Anti-Corruption Unit (French acronym ULCC) issued a warrant for the Administrative Director of the National Network in Defense of Human Rights (French acronym RNDDH) to show up in his office. It's a blatant use of executive power in which Jovenel Moïse is doing the bidding of Marie Yolène Gilles, president of the rival human rights organization "Fondasyon Je Klere" (FJK), advised by lawyer Samuel Madistin. However, the real target is RNDDH founder Pierre Espérance, who had the temerity of participating in a special hearing of the U.S. Congress on Haiti, which resulted in a scathing report against the "Bald-Headed" regime. In revenge, Mr. Moïse is making RNDDH and, especially, Mr. Espérance, pay.

In another recent case, the Haitian president unleashed his wrath against Macsen Dérilus, who was arrested for no reason at all. He's the Deputy Coordinator of Atibonit Ann Aksyon (Creole acronym AAA), the political party of which Senator Your Latortue is the National Coordinator. A declared opponent of the ruling regime, Mr. Latortue has protested strongly against the incarceration of Mr. Dérilus, stating that he committed no illegal acts and that no formal charges were brought against the AAA Deputy Coordinator. Yet another example of the Haitian justice system doing the bidding of the Head of State.

Throughout Jovenel Moïse's presidency, there has been one drift after another. So much so, that he must be considered masterful in arbitrariness. Meanwhile, he doesn't miss a chance in rushing to extract his friends and allies from the clutches of justice. Take the case of Senator Kedlaire Augustin, a political ally of the president who was intercepted by a police patrol aboard his vehicle, which had been involved in several kidnappings in a matter of a week. On being stopped by the police, he was roughed up somewhat when he refused to identify himself. Taken to a police station, he was released immediately on declaring who he was. Thanks to Jovenel Moïse, a potential kidnapper still roams the streets.

Without a doubt, the most scandalous legal conflict in which the Head of State has been involved has to do with the electricity case. Acting as judge and party at the same time, he disregarded all legal provisions when he ordered the Minister of Justice to cancel the contracts between the State and the private providers of electricity to the State's electrical concern. These are E-

Power, Haytian Tractor, or Haytrack, and SOGENER. For unknown reasons, however, the latter has been struck by Jovenel Moïse's lightning bolt, accusing SOGENER of having benefited from a \$12-million monthly contract from the Haitian government.

Though legally signed with the government of President René Préval, with provisions on how to handle any conflict through arbitration, the contract was scrapped arbitrarily. Whereupon, President Moïse unleashed his hatred against SOGENER's leadership, including the Vorbe brothers (Dimitri and Jean-Marie) as well as President Préval's widow, Elisabeth Débrosse-Délatour-Préval, all of whom were the subject of arrest warrants. Above all, the president's main target remained Dimitri Vorbe, probably because he had issued tweets critical of the government. To avoid landing in jail, Dimitri Vorbe wisely has chosen self-exile. Meanwhile, in Haiti, justice is held hostage and arbitrariness prevails under the dictates of Jovenel Moïse.

Whatever the offense, the president feels comfortable being on the wrong side of the law. While political leaders generally flee drug traffickers like the plague, no different from his predecessor, Mr. Moïse makes embraces them as his closest collaborators. Even before he was sworn in, he traveled to the Dominican Republic to huddle with the fugitive drug king-

pin Marc Antoine Accra, who eventually returned to Haiti where he's operating freely. The president's entourage includes parliamentarians who are deeply involved in the drug trade and other illicit activities.

Apparently, he wasn't able to intervene to prevent the jailing of his friend, Jean Fenel Thanis, deputy (Congressman) in the 49th Legislature, representing the jurisdiction of Cayes-Île à Vache. He had been nabbed by a patrol of the Anti-Drug Brigade (French acronym BLTS), on March 6, 2019. Thanis ended up in the comfortable prison of Croix des Bouquets. However, a year later, under the guise of COVID-19 threat, President Moïse found a formula to have him freed. According to judicial sources, Mr. Thanis benefited from a "habeas corpus procedure", which isn't part of the regular protocol in his case. The authorities have pretended to ignore everything in this operation. In the process, two members of the Public Prosecutor's Office of the Croix des Bouquets district were placed on leave "without pay". In a country where the authorities abhor transparency, no one can tell how this case will end. Anyway, no decision has been taken to return the former legislator to jail. Clearly, his release is irreversible.

In light of all these facts, in addition to others that haven't been touched here, it's clear that Jovenel Moïse took up residence at the National Palace, fully determined to

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y.
11435-6235 Tel.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti

Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, Séisme éléphant
Port au Prince, Haiti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haiti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
1200000 Canada
12213 Joseph Cossavon
Montreal H3M 1C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'interessé doit s'adresser à:
Jean Claude Voltron
13 K Avenue Holdthorpe, Et Et Aptt. 44
93310 Le Pre St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe:
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FT, pour six (6) mois
 1005.00 FT, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 ère classe:
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par aériaire ou recommandé postal en France française

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/Ville

State/État

Zip Code/Code Régional

Country/Pays

Note: les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 16

de trois milliards en 2019 pour maintenir à flots les parents restés au pays, qui en proie à la misère. Contribuer USD 500 000 \$ pour combattre le COVID-19 n'est pas trop demander, surtout quand

ces démarches sont menées dans la transparence totale. *Voir article en anglais à première page sous la rubrique HAPPENINGS pour de plus amples détails.*

*Aussi dans la section anglaise,

le maire de Boston, Martin Walsh, salue la communauté haïtienne en ce mois décrété « Mois de l'héritage haïtien ». Nous rappelant ce qui s'était passé dans les années 90, lors de l'épidémie du SIDA, comment

les Haïtiens étaient ciblés comme vecteurs de la maladie, cela fait chaud au cœur de savoir que le maire de Boston se montre reconnaissant de l'apport de la communauté haïtienne en ce moment difficile où le COVID-19 fait rage. Nous vous invitons à lire dans HAPPENINGS son message intégral. On soulignera

que ceci fait suite à une déclaration élogieuse du Premier ministre Justin Trudeau, du Canada, à l'intention des travailleurs haïtiens de la santé œuvrant inlassablement en prodiguant des soins précieux aux citoyens à l'heure de cette pandémie meurtrière..

Pierre Quiroule II, 13 mai 2020

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Contre-indication de l'Alberta sur la *Ligne-Legault en navigation de COVID-19*

H Y P E R L I N K
"mailto:dan.albertini@reseauheu
m.ca"

Par Dan Albertini Entre 0, 81,030 morts au COVID-19, aux E.U., donc : « pa problème », ici on en a bien moins, au bas mot. Ici, c'est où : j'entends « Haïti », là où le gouvernement tue encore plus que COVID-21. Pour quémander comme Duvalier après PEPADEP. Fermons ! Si vous étiez sur un train de l'Orient Express avec l'inspecteur Hercule Poireau, vous reconnaîtrez l'expression du titre : « e crime de l'Orient Express », alors là, il y aurait eu un seul macchabée comme corps du délit du crime de complicité multiple. Oups, sur la ligne Istanbul-London. Il eut fallu en outre ce fameux inspecteur P récupéré à bord de la ligne Legault Express (CP), train de la mort pour venir et tenter d'élucider le crime politique. Sans coroner. Mais, l'histoire est tout à fait différente ici. On nous a conté par association d'imbéciles-de-comté, nés d'une Marie qui n'était pas vierge parce que violée du faiseur d'édits, malade. On patatauge en vilains sables bitumineux non nécessaires de l'Alberta la grande coupable de pollution, d'après Québec. Car, le Québec chérie, c'est le cas, me sembla-t-il, signe de compétence ici, bien prévenante, surtout dans tous ces CHSLD, est bonne infante, même s'il n'y a pas cette volonté pour la couronne du [.ca] dans sa définition de la fédération. Legault fonça, vapeur toute. Bon indien, on écouta alors le chef, les chefs plus nombreux que nous tous indiens, nous dire que nous possédions les compétences. Que nous en réclamons autant aussi. Québec a-t-il laissé mourir, d'après le Coroner puisque nous sommes en province et non pas sur l'Orient Express avec H Poireau ? Il faudrait donc l'inspecteur Belge pour combien d'enquêtes du Coroner, s'il est indépendant ? Premier indice : combien de CHSLD arborent ces couleurs appropriées en signe de compétence, ou était-ce là un crime politique calculé sur une population ciblée ? Q1 à l'ex-secrétaire du Coroner. On a un PM-croquemort qui gère de mensonges en compétences, et vice versa, sur un corbillard à étages, jusqu'à aujourd'hui. Hélas, la rumeur court déjà en accéléré et c'est un autre dossier. Jalouse d'anciens amis d'affaires de politique d'avant-guerre, puisque nous sommes en guerre contre la COVID-19, disent tout haut à peine tout bas, que le premier-ministre-croquemort « a négocié en dessous de la table avec des réseaux dans la construction qui fabriquaient des matériaux de construction pendant l'interdiction, fonctionnant aux trois/quart de

chiffres de travail. Au su et au vu de tout le monde ». « Des employés auraient été payés en dessous de la table, d'autres, soit déclarés, soit suspectés, contaminés au Coronavirus ». La rumeur est persistante, je le répète. L'opposant veut-il détruire ou Chambly-Longueuil est-ce une réalité ? **La piste du PM-croquemort à Québec** Reprenons François Legault : « on est en train de gagner la bataille collective » la plus importante de nos vies contre le Coronavirus (25 mars 2020). Sur une simple émotion de soirée ? Comme guide politique à la tête d'une province canadienne ? On compte aujourd'hui plus que la moitié des cas de décès au pays, soit 3131 au Québec sur 5240 au Canada en date du 12 mai 2020. Hâte de satisfaire un donateur opaque ? Entre temps, le gouvernement a introduit une loi punitive qui par induction, tout de go suggère de pécher contre ce qui n'existe pas en ce moment-là au lieu d'éduquer, de faire la promotion avec les méthodes connues : isolement, isolation avec l'aide de l'armée, ne voulant pas montrer sur l'exemple européen qui a échoué auparavant, que l'économie était atteinte ? **Des questions, seulement des questions, Me Guilbault.** Sait-on ou ne savait-on pas, la balle est lancée, comment peut-on distribuer le billet d'infraction quand on anticipe la faute, suggérant par induction, pénalise le citoyen, lequel on n'a pas protégé sa vie dans une politique de nettoyage de CHSLD ? Pire, on a en de fait mis à risque des travailleurs de la santé par des décisions contraignantes de Dr Aruda sur le port du masque en milieu de travail, alors que le politico est soutenu : *per diem, prime de risque... etc.* sans pénalité ? Démocratie nous dira-t-on sur le mandat : lequel, celui de tuer, de laisser mourir ? Il faut poursuivre les acteurs politiques dans le civil comme dans le criminel. *Le travailleur mis à risque poursuivra.* **Explorons le Québec de Legault en RIP**iste : la faculté de médecine de l'UDM en relations de coopération avec l'UEH et sa faculté de médecine en Haïti est un bel exemple de comparaison. Depuis la piste de diplomatie de Macerola du PLQ sous Charest, le Québec a prétendu maîtriser des compétences, mais ressemble de plus en plus en réalité à un comptoir externe du Canada anglais ou simplement à une adresse d'expédition américaine à proximité francophile pour une courbe d'imposture au lieu de s'associer au reste du Canada. Il appert que les faits combattent la crédibilité de la poussée en écoles de médecine qui ne respectent pas les critères ni les protocoles. L'UEH et l'UDM (via les facultés de médecine) devraient se rencontrer à Montréal ce mois-ci

pour valider la signature. Quel crédit par rapport à Cuba, quand le Québec de Legault vient de faire reculer les crédits ? Figurons un peu, Haïti avec cette proximité américaine, par rapport à Cuba. *Le Québec a démontré une incompétence grave avec les déclarations-Legault. Des déclarations Bizango* Le mal du Québec est profond quand on étudie la déclaration *bizango* de Justin sur la valeur des travailleurs haïtiens de la santé. H-O s'est empressé de publier par fierté, la semaine dernière, pourquoi pas dans la gestion du pire avec le gramme de Justin *trouillant*-Trudeau, si l'on sait en faire mieux de ça ! Mais l'affaire se traduit par les injures rapportées, d'animateurs de radio à Montréal, aux dépens des Haïtiens vivant à Montréal-Nord. Cette population locale est accusée d'être responsable de la propagation du Coronavirus par faute de comportement et de non-respect des consignes sanitaires en matière de promiscuité. Ce qui aura fait gonfler le taux de contamination dans la localité qui en réalité compterait une forte population de travailleurs de la santé et de sécurité, travaillant dans ces milieux de CHSLD où les morts par excellence a été d'une prévision politique du gouvernement, comme si on avait calculé la cible qui ne pourrait se plaindre et dont les légataires bénéficiaient hypothétiquement d'héritages ou de patrimoines laissés, donc : silence. D'où, le non-besoin de répondre aux échos répétés de syndicats depuis des lunes, quand Barrette de son temps a rempli inutilement les poches des médecins, *un par un*, pour son clan avec Couillard, et nous chanter ses félicitations pour la bonne gestion de la crise par Legault pour que l'autre gros *nieunieux* se taise sur son compte. La politique de Legault a ainsi laissé mourir nos aînés en CHSLD. *Trudeau se transforma en créolo.* Legault ne les a même pas laissés zombies, avec une option de renaissance par la réanimation ou par la réincarnation par ses déclarations *bizango* à l'origine qui prennent la forme de la mentalité de gros *nieunieux* de la population aimant le tampon raciste pour se croire homme. **Mononcle** je veux dire. *Mononcle* par-devant la proie facile car ce sont des *matantes-bizango* qui se transforment face au mieux armé, bien avant (7) heures sur le trottoir. *Comme un tic remontant d'avant l'exil par édit du roi.* Le citoyen *des-trois-sacs*, renommé autrement doit savoir de son histoire. **Petit voyage proposé** HYPERLINK "http://internationaldiplomat.com/archives/5238" COVID-19 chapitre [CAN]HO protection au Québec, avec : En fait, le citoyen en santé n'existe plus sur la planète hébergée Legault-

[Trudeau], aux bons soins de Blanched du Bloc Québécois. Il y a péril en la demeure. La problématique créée par le Québec de F Legault m'a même poussé à publier HYPERLINK "http://internationaldiplomat.com/archives/4980" L'épiphanie adventiste dans le quorum des relations internationales de laïcs à l'ONU. Dans HYPERLINK "http://internationaldiplomat.com/archives/5338" *Le cœur du COVID-19 quand l'homélie tombe.* Repensons au masque obligatoire quand on a damné le voile pour le visage découvert : anarchie aujourd'hui ? L'anarchie d'État dans HYPERLINK "http://haiti-observateur.ca/?p=4836" *Géographie du COVID-19 sur le marché noir du masque ou la petite histoire du virus de l'anarchisme d'État*, publié (H-O) le 1^{er} avril 2020. HYPERLINK "http://haiti-observateur.ca/?p=4957" *Cout et anarchie d'État Canada-Québec v/s prévision covidienne albertaine.* En ce temps-là, la presse chanta : viva Legault pour des primes de complaisance ? Laissez Montréal-Nord en paix ! Il y a eu aussi HYPERLINK "http://haiti-observateur.ca/?p=4797" *COVID-19 chapitre [HT] : la crise attendue*, où j'ai dit qu'Haiti doit compter sur ses propres ressources intelligentes, car au niveau de la coopération internationale étourdie qui se met en faute chez elle dans l'erreur, il n'y a pas de sauveur ni de sauvé, mais des morts évitables. [Par exemple au Canada-Québec le gouvernement n'est-il pas dans l'improvisation où son retard, sa négligence se transforment en billet d'infraction pour le citoyen négligé. Quand, l'armée et ses services sanitaires devraient déjà accompagner la sécurité publique dans toutes les villes, en train de faire plus que de la sensibilisation, mais l'action]. [L'incitatif qui devrait se faire par exemple par délestage des ondes obligatoires pour informer n'est pas fait]. [Les chaînes de distribution devraient être débloquées afin de faciliter, je ne dis même pas d'encourager, le citoyen à se divertir sur place]. [Le téléphone portable obligatoire comme la connexion électrique au Québec en Hiver pour gérer l'humanitaire, comment l'État ne prend-elle pas en charge l'action gouvernementale dans une mesure d'urgence afin de le demander aux compagnies privées autrefois étatiques dans le service, de connecter minimalement tout le monde afin de recevoir l'information vitale nécessaire]. Legault a failli à sa tâche, de concert avec Dr Aruda. *Des preuves nous ont été offertes, certains hôpitaux et CHSLD menaçaient même des infirmières de sanctions parce qu'elles changeaient de masque après fréquentation de chambre de patients exposés.* On leur exigea de

garder le même masque pendant la durée du chiffre de service (8H00) et plus sous peine de sanctions. Rapelons-nous des propos de Legault même invitant à utiliser le port non abusif du masque afin d'en épargner tandis que la négligence dans la prévention pour la prévention venait d'en haut. Les gants aussi étaient rationnés ce depuis plus de vingt ans c'est une pratique québécoise connue que de toucher le bénéficiaire avec la main pour ne pas l'offenser dit-on. Attention, la population blanche, car autrement, le masque et le gant sont systématiques. Dr Aruda lui-même n'a-t-il pas dans une vidéo de la direction générale de la Santé publique déconseillé le port du masque comme moyen de prévention. Il est rapporté qu'il aurait changé de communicateurs, mais il est resté en poste de commande malgré les erreurs graves qui ont contribué à cette crise qui sévit encore au Québec, avec un taux qui dépasse la moitié des cas de décès au Canada entier. Venons à l'Alberta depuis Ed Stelmach à aujourd'hui, qui affichait ses expertises dont la gestion de crise et le développement de la recherche biomédicale, et l'ingénierie conséquente. Bloquer le gaz de schiste au Québec pèse comme la systématisation du cerveau ici ou, est-ce l'autre forme de compétence que les CHSLD affichaient comme ISO-machin, au lieu d'offrir compétences et soins appropriés ? Résultats : du boulot pour Poireau, car le pm-croquemort est la catastrophe. **Coroner** La courbe de l'imposture Le Québec-bizango se dévoile ainsi grand imposteur par cette incompétence vendue en expertise tandis que de la conception, passant par la gestion, la sécurisation, avec protocole jusqu'à la patente livrée, **on a laissé mourir 3131 personnes en vie** pour venir nous expliquer que « ça va aller... » et vous savez le reste. Legault savait qu'il n'était pas qualifié pour être premier ministre depuis l'époque où au PQ, il courtisa et flirta avec les Arabes (à voile) pour se faire valoir et financer en campagne, pour rapidement les trahir une fois estimé assis confortable. Le signe approprié de la nature pour tromper le citoyen, la sublimation minimaliste pour tromper la vigilance tandis qu'on refuse l'affichage de toute autre compétence concurrente est une imposture. L'envahissement nous dit que tout va aller, quand les morts tombent à la pelle sur la si petite population. Hercule Poireau verrait-il un crime dans la terminologie d'ici, ou une complicité de négligence criminelle, ou, quitterait-il le train de crainte d'être contaminé, mais contaminer de quoi ? Justin Trudeau aurait dû mettre le Québec de Legault sous examen.

CONFINEMENT

Allô, Henriot. Que fais-tu?

Un peu de tout. Rien de particulier.

Moi, je m'emmerde. J'en ai marre du confinement. Tu n'es jamais sorti?

Non, je n'en ai aucune envie.

Rester à la maison. Ce n'est pas un cadeau.... C'est à devenir fou.

Segment de conversation...

Quand vous lirez ces lignes, ne pensez pas que je veuille faire de la morale à quiconque. Au cours du confinement, je me suis occupé, entre autres choses, à réfléchir, et j'ai tout simplement jeté sur une feuille de papier le produit de ces réflexions que je partage. Et oui ! Je les partage, non comme sujet à discussion : vrai versus faux, raison versus tort...

Le confinement, mon confinement, période de réflexion... découvertes de réalités touchantes.

Dès le début, j'avais cessé de travailler. J'avais pris au sérieux les précautions à prendre et, de plus, je pensais que tout rentrera dans l'ordre assez vite, même si, du point de vue médical, je n'arrivais pas à l'accepter.

Confinement : plusieurs ont compris l'importance de la famille. Ils ont découvert leurs enfants et ont appris à jouer avec eux. Surprise ! Ils ne savaient pas que les enfants pouvaient tant manquer.

Confinement : plusieurs ont compris ce que voulaient dire ces termes : le travail, c'est la liberté.

Confinement : plusieurs ont réalisé que les bars, les rendez-vous d'amis, les rendez-vous d'affaires n'étaient que des refuges qui leur permettaient de fuir la monotonie, les emmerdements de leur foyer. Il y en a d'autres, les fêtards, à réaliser combien ils économisaient par le fait de rester chez eux...

Confinement : plusieurs ont réalisé qu'ils n'étaient pas les leaders de leur vie... Certains autres, ne retrouvant pas cette âme sœur, se sont accrochés à leurs rêves et à leurs illusions.

Confinement : j'y ai pensé une fois, deux fois, plusieurs fois. Il faut pouvoir rester à la maison; il faut pouvoir travailler de la maison étant; il faut pouvoir prendre soin des enfants... Oui, j'y ai pensé. Pas tout le monde qui peut se permettre de rester à la maison sans travailler; pas tout le monde qui peut travailler de la maison étant; pas tout le monde qui peut prendre soin des enfants

à la maison, les nourrir pour le déjeuner, pour le lunch, pour le dîner.

Confinement ? Véritable chacun pour soi. Pas tout le monde à pouvoir aller s'aligner dans les supermarchés et remplir un chariot de produits de nécessité. Certains chargeront une carte de crédit déjà alourdie, mais combien d'autres se tourneront les pouces en vain, car ils n'ont pas d'économie : ils vivent au jour le jour. Et, soudain, ils sont au chômage. Plus question d'orgueil, plus question de sauver la face, ils iront faire la queue pour se ravitailler à une banque de nourriture qui se vide en un clin d'œil. Et alors ! Pas question de laisser la ligne. La survie est primordiale. La plus grande économie du monde a ses faiblesses... la plus grande économie du monde ne peut nourrir tous ses citoyens... la plus grande économie du monde fait face à sa fragilité : pauvreté, disparités, sans abris, soins de santé défaillants... et j'en passe.

Confinement ? Rester cloîtré dans un petit appartement d'une pièce avec toute une famille : un père acculé, des enfants qui se chamaillent, une mère démunie dans une cuisine vide. Un jour passé dans de telles conditions, cela peut aller, mais, deux, trois, dix, quinze et, c'est l'énerverment, la perte de contrôle, les abus verbaux, les abus physiques... Et nul ne peut quitter l'isoloir. C'est à devenir fou.

Confinement ? Pourquoi ? Comment ? Ils n'ont pas de sources directes d'information. Ce sont les on-dit de la rue, les on-dit de l'école, les on-dit de la télévision, les on-dit des réseaux sociaux. Des mots ronflants qui ne veulent rien dire pour le profane; des pays lointains dont on ne saurait rêver. Des dispositions qui relèvent de l'insulte, de la folie : ne pas travailler, ne pas circuler, s'approvisionner pour au moins deux semaines. On vous parle de la maladie en T qui tue un peu tout le monde dans tous les pays. Quoi ? Les vieux parents livrés à eux-mêmes dans cette maison d'accueil. Eux aussi n'ont rien compris de ce qui se passe. Ils en ont déjà assez de subir les affres de l'Alzheimer. On nous dit que chez nous, en Haïti, c'est la même chose... non, ce sera pire. Un souci de plus pour nous.

Confinement ? Pourquoi ? Comment ? Soudain, on comprend : il y a des morts à New York, en Californie... dans tous les états. Mieux vaut donc se cacher. De quoi demain sera fait ? L'économie s'effondre... On essaie de nous rassurer d'espoir. Non. Pour nous, c'est la réalité d'aujourd'hui qui compte et qui effraie. Un stimulus... goutte

d'eau fraîche dans la marre.

Confinement ? Être chez soi, n'avoir rien à faire ? J'ai compris le dilemme de tous ceux qui approchent de l'âge de la retraite et hésitent à se lancer dans cette aventure. J'ai aussi compris la décision de ceux qui avaient pris la retraite, savoir que le mieux pour eux était de reprendre le chemin de leur bureau pour



Henriot St.-Gérard

recommencer à travailler.

Confinement ? Être chez soi, ne pas pouvoir sortir ? Des parents, des amis, des connaissances ont été admis à l'hôpital

tal... Ils sont isolés... Les reverrons-nous... La mort est au rendez-vous à tous les carrefours. Nous avons appris à nous détacher pour mieux survivre... Nous avons créé un monde qui se referme sur nous...

Confinement ? Dans ce monde, qui se referme sur nous, nous avons appris à gérer notre solitude. Les films d'autrefois, les spectacles d'hier, les vieux bouquins oubliés ont refait leur apparition, la musique... Certains se sont retrouvés artistes (peintres, écrivains); d'autres ont découverts des talents de cuisiniers; d'autres ont occupé leur temps à déplacer leur paperasse d'un point à un autre: ils ont mis de l'ordre, diront-ils. Il ne faut pas oublier tous ceux qui se sont mis à l'heure de la technologie. Ils se sont amusés à suivre les spectacles virtuels.

Confinement ? Dans ce monde, qui se referme sur nous, nous avons laissé une porte ouverte pour aller prendre les lettres, pour aller jeter la poubelle, pour aller ramasser cette commande déposée à nos portes... et à chaque fois, c'est avec anxiété. Nous avons peur d'être contaminés : le virus se trouve partout. Dans l'air, sur le papier, sur le sol, sur le sachet en plastique, sous nos souliers... L'angoisse nous étreint... s'en suit la peur... et sans nous en rendre compte, la panique. C'est à devenir fou.

Confinement ? Qu'est-ce que je fais dehors ? Tout ce monde autour de moi. Qui es-tu à côté de moi ? Qui es-tu en face de moi ? Qui es-tu derrière moi ? Je suis un suspect pour lui, il est un suspect pour moi. Nous sommes tous des suspects porteurs de masques. Éloignes-toi ou bien moi, je m'éloigne. Paranoïa ou prudence : on ne sait plus... Anxiété, peur, panique. Mieux vaut rentrer chez soi.

Confinement ? Plus ce monde se referme sur nous, plus nous oubliions ceux qui nous entouraient... S'appeler au téléphone pour parler de quoi ? Des nouveaux chiffres, des nouveaux symptômes, des nouveaux morts. Trop déprimant ! Laissons l'autre avec ses problèmes. Il vaut mieux se taire et, s'installe la solitude du confinement. Nous avons appris à être seul.

Confinement ? Certains n'en peuvent plus. Ils sortent. Ils disent n'avoir peur de rien. Ils s'en foutent des risques. D'autres font un tour en voiture pour se bercer d'illusion. Ils voulaient voir des gens. Ils en voient très peu. Les rues sont désertes. Tout est fermé. Espoir déçu.

Confinement ? Qui tiendra le coup jusqu'au bout ? Chacun sortira changé de son monde... chacun sera prêt à vivre ce que déjà l'on qualifie de nouveau normal.

Henriot St.-Gérard



 PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
• ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay
ak ede elèv ke lang natif natal
yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon
disponib egalman pou tout
paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon
espesyal ak sèvis yo nan bilding
Iekòl la oswa nan yon lokal
Komite Edikasyon Espesyal
la detèmine nan distri a.

APLIKE
JODI A!

**BROOKLYN DREAMS
CHARTER SCHOOL**
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

**BROOKLYN EXCELSIOR
CHARTER SCHOOL**
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-6681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

**BROOKLYN SCHOLARS
CHARTER SCHOOL**
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9300
BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{er} AVRIL 2020

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le 20 mai 1968, les Camoquins débarquaient au Cap-Haïtien

Suite de la page 3

deux du Cap-Haïtien. [...] En débarquant, [...] les rebelles s'attendaient à être reçus par plus de deux cents hommes avec lesquels ils avaient été en rapport auparavant et à qui ils apportaient des munitions, des uniformes et des armes. [...] Le président nous a déclarés que sa police internationale l'avait tenu au courant au jour le jour des préparatifs de ses adversaires et c'est la raison pour laquelle il avait donné deux jours de congé aux écoliers. On peut aussi se demander, poursuit le journal, ce que Raymond Magloire, le fils de Paul Magloire, faisait ces jours-ci à la Jamaïque, ce que M. Thomas Désulmé faisait à Port-Rico, sans oublier, comme l'a déclaré le chef de l'État, les activités plus ou moins clandestines des Otto [sic] Roy, des Jacques Léger, de la famille Magloire, etc. » (Le Nouveau Monde du 25 mai 1968).

Sans être en reste, les députés remettaient les pleins pouvoirs à Duvalier, tandis que le préfet du Cap-Haïtien et de la Grande-Rivière-du-Nord, Me Émile Auguste, faisait chanter le *Te Deum*. Duvalier délègue l'ambassadeur Bonhomme devant le Conseil de sécurité des Nations Unies pour dénoncer l'attaque perfide dont avait été l'objet son gouvernement de la part de ses ennemis qui bénéficiaient, de toute évidence, de l'appui de certaines grandes puissances étrangères. Les prisonniers sont jugés aux casernes Dessalines par un tribunal militaire présidé par le colonel Jacques Laroche, assisté de ses collègues Georges Danache, Quesner Blain, Octave Cayard et Claude Raymond. Le siège de la défense est occupé par Me Vergniaud Lafontant, un spécialiste du droit criminel, qui fait face au colonel Franck Romain, dans le rôle d'accusateur militaire. Le procès des conjurés du 20 mai suscite la curiosité insatiable du public et est suivi par tous les grands quotidiens de la capitale. Duvalier se réjouit de la piteuse déconfiture de ses adversaires, il triomphe et jubile tandis que l'adulation officielle envers sa personne atteint des sommets jusque-là inégalés.

Un mois après ce débarquement qui a avorté, le contingent de soldats envoyés combattre les rebelles offre une grande parade d'honneur au président dans la cour des casernes Dessalines. Duvalier qui, pour l'occasion, a revêtu son uniforme de simple soldat, en profite pour haranguer ses hommes. « *Dans la Rome antique, leur dit-il, on accueillait les troupes victorieuses avec des*

fleurs. Moi, je vous accueille [...] avec le fusil. [...] Alliés aux Volontaires de la Sécurité nationale et à mes braves paysans, vous avez infligé la plus cuisante défaite aux apatrides et aux valets de Paul Magloire, Luc Fouché, Raymond Alcide Joseph, Robert Basile, Louis Roy, Marcel Fombrun, Jacques Nicolas Léger, tous ces bourgeois noirs et mulâtres qui rêvent de reprendre le pouvoir pour recommencer leur vie de sybarites au détriment du peuple. En 1956, j'ai chassé Paul E. Magloire et sa clique du pouvoir. [...] Il y a à peine quelque temps les casernes étaient aux mains d'une certaine classe de gens, les Pasquet, Dominique et autres de la clique de Paul Magloire, l'homme qui a volé les caisses de l'État de plus de 19 millions de dollars (). Maintenant les casernes Dessalines sont à moi, et à vous autres de la République sociale de Duvalier » (Le Nouveau Monde du 12 juin 1968).*

Pendant ce temps, certains accusés soutenaient devant le tribunal que les docteurs Charles Leconte et Jacques Doucet, de même que certains militaires haïtiens en fonction, étaient affiliés à la Coalition haïtienne et lui fournaient de très précieux renseignements. Là-dessus d'ailleurs l'accusé Lebrun Leblanc sera formel, pendant toute l'opération, les conspirateurs ont disposé d'informations techniques provenant de l'état-major des Garde-Côtes. Quand un autre accusé, Raymond Toussaint, affirma dans sa déposition que l'industriel Oswald J. Brandt avait promis de verser aux organisateurs du débarquement la somme de 150,000 dollars, il n'en fallut pas davantage pour que celui-ci soit mis en accusation et convoqué à la barre des témoins. Immigrant arrivé de la Jamaïque le 11 avril 1911, lors du retour d'exil du président Antoine Simon, Brandt se retrouvait quelques années plus tard détenteur de la plus grande fortune du pays. Personnalité extrêmement influente dans le milieu des affaires et pourvoyeur financier des aspirants à la présidence, depuis près de trente ans, Brandt est avidement interrogé sur ses relations avec Paul Magloire, Luc Fouché, Joseph Lemieux Déjean, le Dr Louis Roy, Charles Plaisimond, Raymond Cassagnol, Gaston Jumelle, Adelphin Telson, etc. Il soutient « *qu'il a toujours conservé d'excellentes relations avec l'ex-président Paul E. Magloire ainsi que le Dr Louis Roy qui fut son médecin au Canada [...] mais que ses relations avec Luc Fouché ne furent qu'occasionnelles, ainsi qu'avec Cassagnol, qu'il n'a vu*

Lungwitz, Charles Plaisimond et quantité d'autres citoyens de moindre renommée. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre toutefois, l'affaire n'allait pas beaucoup plus loin. Les Brandt, de même que les Léger, furent libérés quelque temps après et l'on préféra bientôt parler d'autres choses. Sur ces entrefaites, Duvalier achetait pour la coquette somme de 280,000 dollars aux propriétaires de *Radio New York Worldwide*, le temps d'antenne qu'ils mettaient jusque-là à la disposition de la Coalition haïtienne. C'est ainsi qu'un matin de juin 1968, les animateurs de *Radio Vonyon* firent leurs adieux à la population avant l'interruption définitive de leurs émissions.

Accusé lui aussi d'avoir financé les activités subversives de la Coalition haïtienne, Clifford Brandt, le fils d'Oswald Brandt, est convoqué devant la cour militaire. Clifford Brandt, qui se présente comme un comptable de nationalité jamaïcaine, déclare ne pas entretenir de rapports politiques avec Paul Magloire et considère comme inexactes et sans fondement toutes les accusations portées contre lui. La cour rend alors une ordonnance de mise en accusation et renvoie les Brandt devant leur juge naturel. C'est dans cette ambiance politique troublée que le tribunal fera défiler des témoins aussi inattendus que les frères Jean-Claude Léger et Georges Léger fils, Donald P.

Le débarquement du 20 mai 1968 était le huitième échec de la série des attaques armées contre le gouvernement de Duvalier. Par son cuisant insuccès, il n'aura servi qu'à consolider le pouvoir de la dictature qui, dès lors, gagnera en force et en arrogance

tout en prenant des allures d'invincibilité face à ses ennemis.

(*) Notons qu'au même moment, Duvalier se livrait au pillage des caisses de l'État et déposait son butin dans les banques suisses. Après la chute de son fils et successeur, Jean-Claude, les autorités suisses, qui, jusque-là, regardaient le secret bancaire comme sacrée, adoptèrent une loi intitulée *Lex Duvalier* les Une loi autorisant à geler les comptes de banque du dictateur haïtien ainsi que ceux de tout despote déchu et suspecté d'acquisition illégale de biens publics. C'était une première mondiale dans la lutte à la corruption politique.

(**) Peu près son arrivée au pouvoir, Duvalier alla visiter les installations industrielles d'Oswald J. Brandt à Delmas. Quand il remarqua une photo dédicacée de Paul Magloire accrochée au mur de son bureau, Duvalier lui demanda: « *Vous avez encore la photo de cet homme chez vous ?* » « *Oui, répondit Brandt, il s'agit d'un vieil ami...* ». Cette anecdote est parfaitement authentique.

C.D. coindelhistorie@gmail.com (514) 862-7185.



KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYNYON PIBUK
Mérkredi, 29 janvye 2020 x 11AM
22 Reade Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007



Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral organize yon reynyon piblik a 11 è am nan jou mèkredi, 29 janvye 2020 la, nan 22 Reade Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metodoloji ki pwopose a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Diwo lokal la ki pral bay entéprét nan biwo vôt Vil New York yo pou ede volé yo ki pa pale angle byen (LEP) ki depoze yon biltan vôt.

Nan mwa novemr 2018, elekti Vil New York yo te apwouye revizyon nan Chat lu ki te etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan <https://nyc-charter.readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objektif komisyon an se pou ankorajé patisipasyon sivik atravè divèz inisyativ, ki gen ladan yo, planifikasyon bidjè defason patisipatif, etajisman sèvis entèpretasyon nan biwo vôt yo ak asistans pou kominotè yo.

Pou jwenn plis infòrmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page> Komisyon an.

Manm piblik la ka vni nan reynyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reynyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou paze kresyon ni bay repons. Pou nou fasilité senkwanizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen non w ak afiliasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lundi, 27 janvye.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reynyon an? Lokal kote y ap fè reynyon an aksesib pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lòt apariy pou deplasman. Pral gen sistèm bous pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Parayòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lung tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jande demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, le w voye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov rele nan (212) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon undirèk pou reynyon sa a e yo ka gade tou ansyon reynyon ak odyans Komisyon an te organize, sou sitwèb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.

NYC Civic Engagement Commission

OU ABITE NAN NYC?

WI, ranpli
resansman an.

Plis rezidan Nouyòk ki ranpli resansman an, se plis lajan nou pral resevwa pou:

- Lekòl
- Sant pou Granmoun Aje
- Wout ak Pon
- Lojman
- Travay
- Lopital

PA GEN **OKENN** KESYON SOU IMIGRASYON OSWA SITWAYÈNTE

RESANSMAN AN FASILE SAN DANJE

Ranplil kounye a nan **My2020census.gov** oswa rele nan **1-844-477-2020**.



10 KESYON SÈLMAN:

- Ranplil sou entènèt la
- Nan telefòn
- Pa lapòs



PA GEN OKENN KESYON SOU:

- Imigrasyon
- Sitwayèn
- Travay ou
- Nimewo Sekirite Sosyal



SELON LALWA, YO PA KAPAB PATAJE REPOS OU YO:

- Pa avèk ICE
- Pa avèk lapolis
- Pa avèk mèt kay kote w rete a
- Pa avèk pyès moun

#GetCountedNYC

NYC **CENSUS**
Dili de Chakal
Myèn
2020

NOUVELLES BRÈVES

COVID-19 à la Maison-Blanche; de nouvelles adoptées; et la distanciation interpersonnelle renforcée...

Si vous habitez les États-Unis, sans doute vous vous êtes habitués, depuis quelque trois mois, à suivre les conférences de presse du président américain, entouré d'experts de la santé auxquels il fait appel, de temps à autre, pour obtenir leur adhésion par rapport à une assertion avancée, telle l'ingestion de désinfectants pour combattre le COVID-19, la pandémie du siècle. Ainsi, la disparition du groupe autour du chef d'État d'un Dr. Anthony Fauci, directeur du Centre de maladies infectieuses, personnage clé dans la gestion du coronavirus par l'équipe présidentielle, donne à réfléchir.

En effet, le Dr. Fauci a annoncé, le 9 mai, qu'il serait en quarantaine chez lui durant 14 jours, soit deux semaines, parce qu'il avait côtoyé une personne à la Maison-Blanche testée positive du COVID-19. A fait suite, le même jour, Robert Redfield, chef de « Centers for Disease Control and Prevention » (CDC), l'agence gouvernementale chargée de la surveillance de l'état de santé du peuple américain et des maladies, telles que celles liées au virus de l'heure pouvant affecter dangereusement la population. Et Stephen Hahn, chef de la « Food and Drug Administration » (FDA), les avait déjà devancés, révélant, lui aussi, qu'il est en semi quarantaine chez lui.

Ainsi, trois hautes personnalités américaines au sommet de l'administration en ce qui a trait à la santé publique aux E.U., se sont mis à couvert, prêchant d'exemple ce qu'ils ont suggéré, même requis, savoir la pratique de la distanciation pour se protéger, ainsi que les autres, contre la maladie qui coupe le souffle, littéralement, à ses victimes.

La décision de ces « généraux » combattant la pandémie aux E.U. découle d'une annonce, faite la veille, selon laquelle Katie Miller, porte-parole du vice-président Mike Pence, avait été infectée, ainsi qu'un valet au service du président Trump, dont l'identité n'a pas été divulguée. Dire que Mme Miller est l'épouse de Stephen Miller, un conseiller de haut niveau du président Trump. Se serait-il, lui aussi, mis en quarantaine pour protéger son patron ? On n'en sait rien.

Ainsi, depuis le lundi 11 mai, tous ceux qui travaillent à la Maison-Blanche sont requis de porter des masques et d'être testés quotidiennement plutôt que chaque semaine, comme auparavant. Pourtant, sans explication aucune, le président continue de circuler sans porter de masque. Serait-il à ce point vaniteux, au point de s'offusquer d'une expression chère aux Haïtiens : « *Madigras mal masqué* » ? Et quelqu'un de répondre, « *Vaut mieux être Madigras mal masqué* » que « *Paix à son âme* » quand on ne pourra plus entendre.

En effet, depuis lundi, les personnes qui fréquentent la Maison-Blanche portaient des masques. Et hier soir, mardi 12 mai, on a vu à la télévision le vice-président



Le président américain Donald J. Trump.

Mike Pence bien masqué. On se souviendra que, deux semaines plus tôt, lors de sa visite au fameux centre médical Mayo Clinic, à Rochester, dans le Minnesota, il ne portait pas de masque, bien que c'était requis par l'institution que tout le monde, y



Dr. Anthony Fauci.

compris les visiteurs soumettent à ce protocole. Ce qui avait été critiqué de toutes parts. Alors, le vice-président, dont la porte-parole est victime de la maladie, comprend mieux de quoi il s'agit. On a laissé entendre que, pour l'instant, il aurait pris ses dis-

tances de la Maison-Blanche. Est-ce en vue de protéger le président ? Serait-il, lui aussi, en quarantaine ? On n'en dit rien.

La situation est loin d'être rassurante aux E.U., où 45 des 50 états ont, jusqu'au lundi (11 mai) repris, en partie, les activités, quand bien même 19 d'entre eux seraient toujours confrontés à la montée du COVID-19. Lors d'une audition à distance du Congrès américain, le mardi 12 mai, on a vu le Dr. Fauci, entouré de livres, chez lui, sans doute, répondre à une question relative à la reprise des activités. « *On court le risque* », dit-il, « *de faire face à un déferlement de cas incontrôlables, si nous allons trop vite en besogne* ».

On ne saurait clore cet aperçu sur la situation aux E.U. sans mentionner que la barre des 80 000 décès enregistrés aux E.U. a été franchie, soit 82 9251. Et le Dr. Fauci de dire qu'il croit ces chiffres en dessous de la réalité. On notera que le nombre officiel de personnes infectées dépasse un million, soit 1 398 481, tandis que 233 210 ont recouvré leur santé.

Ces jours-ci, les autorités américaines sont surtout préoccupées par l'infection des enfants, qui étaient jusque-là épargnés. Dès mardi, 12 mai, on enregistrait dans 14 états une centaine d'enfants souffrant d'une maladie occasionnant l'inflammation de certains organes, une maladie attribuée au COVID-19, ayant causé cinq décès, dont trois dans l'état de New York.

Entre-temps, à l'échelle mondiale, on a dépassé les quatre millions d'infectés, soit 4 233 504, dont 289 932 décès et plus d'un million de personnes ayant recouvré leur santé, soit 1 481 314. Un fait nouveau : La Russie fait un recul auquel les autorités ne s'attendaient pas. Au cours d'une période de 24 heures, on aurait enregistré dix mille (10 000) cas de personnes nouvellement infectées. Ainsi, au mardi, 12 mai, ce pays qui, officiellement, comptait peu de cas, fait la concurrence à l'Espagne comme second pays dans le monde à compter plus de personnes infectées du COVID-19, soit 232 243 comparées aux 269 520 enregistrées Espagne et 226 363 en

Angleterre, trois pays engagés dans une course peu enviable. S'agissant du nombre de décès, la Russie vient à peine de commencer, avec 2 116 et 43 512 de patients qui ont été guéris, tandis qu'en Espagne il est question de 26 920 décès et 138 980 de gens guéris. C'est toujours l'Angleterre qui domine en Europe en termes de décès, comptant 32 692 sur 226 463 infectés et 1 918 qui ont recouvré leur santé.

Comme on l'a constaté un peu partout, le COVID-19 ne fait pas d'exception. Ainsi, hier, mardi 12 mai, la Russie a annoncé que Dmitry Peskov, porte-parole du président Vladimir Putin, est hospitalisé, victime du coronavirus, appelé l'*« ennemi invisible »* qui n'a pitié pour personne. D'ailleurs, l'épouse de Peskov, Tatyana Navka, a émis une information sur *Instagram* pour dire



Le président de Russie Vladimir Putin.

qu'elle est aussi atteinte du virus. Selon une dépêche de l'agence de presse britannique *Reuters*, datée de Moscou, mardi 12 mai, Dmitry Peskov serait le cinquième



Le vice-président américain Mike Pence.

me haut placé des officiels russes à être victime du fléau.

*La « *Food and Drug Administration* » (FDA). Ayant mentionné cette agence américaine tout au début de ce récit, il nous incombe de revoir une page d'histoire concernant une autre épidémie au cours de laquelle les Haïtiens, surtout à New York, l'avaient baptisée « *Federal Discrimination Administration* » pour avoir, en 1990, interdit aux Haïtiens et à leurs partenaires étrangers de s'inscrire comme donneurs de sang, les ayant dé-

clarés vecteurs du SIDA, et les assimilés à l'infâme « *Club des 4 H* » avec les homosexuels, les hémophiliques et les héroïnomanes.

On ne s'attardera pas outre mesure sur cette journée du 20 avril, d'ailleurs déclarée officiellement « *Journée de la diaspora* » par le gouvernement haïtien, quand les Haïtiens de New York, toutes tendances confondues et plus de 75 000, renforcés par des amis d'autres ethnies, avaient fait osciller le « *Brooklyn Bridge* » quand, de Cadman Plaza, à Brooklyn, ils avaient envahi la zone de Wall Street, au bas de Manhattan, pour dénoncer le racisme des responsables de la FDA et les inciter à enlever le nom haïtien de leur club fantôme. Ce qui fut fait dans les plus brefs délais. On signalera que le Dr. Jean-Claude Compas et ses collègues de l'Association médicale haïtienne à l'étranger (AMHE) avaient aussi joué un rôle prédominant derrière la scène dans les négociations avec la FDA à cette fin.

*Et la AMHE continue d'œuvrer en faveur de nos compatriotes, aujourd'hui sous la menace du COVID-19. C'est ce dimanche, 17 mai, la veille du 18 mai, la fête du bicolore haïtien ayant la devise **L'Union fait la force**, que ce tiendra un concert virtuel à New York, sous l'égide de l'Association médicale haïtienne à l'étranger et la publication **Haitian Times**, en vue d'une levée de fonds pour supporter la « **Haiti Global Health Alliance** », qui se charge de mener la bataille en Haïti contre le virus meurtrier. Heure : 7-10 p.m., sur la page Facebook **@haitiantimes**, sur Instagram **@haitiantimes** ainsi que sur YouTube.

Participeront à cette présentation intitulée « **The Haitian-American Alliance COVID-19 Concert** », des artistes connus, donnant leur soutien bénévole à ce mouvement si louable. On citera, entre autres, Wyclef Jean, Nulook, Harmonik, Belo, Darline Desca, Ram, Paul Beaubrun, Wayb, Buyu Ambroise et bien d'autres.

Des personnalités haïtiennes, américaines et américano-haïtiennes y participeront aussi, dont certains diront des paroles reconfortantes à l'adresse des familles des victimes, tout en demandant que tout le monde mette la main à la patte pour écrire une nouvelle page d'histoire de cette diaspora qui a contribué plus de 2,2 milliards de dollars en 2018 et plus

Suite en page 12